

ÉTUDE DE CADRAGE LES TRANSFERTS MONÉTAIRES D'URGENCE DANS LES SECTEURS WASH ET DU LOGEMENT



Photo:
Solidarités International

Version web de ces directives

Si vous accédez à ces directives par Internet, cliquez sur un lien pour être redirigé-e vers la page web correspondante. La table des matières est interactive et vous accéderez au chapitre désiré en cliquant sur la ligne correspondante. En cliquant sur le « C » en haut à gauche de chaque page, vous serez redirigé-e vers la table des matières.

ÉTUDE DE CADRAGE LES TRANSFERTS MONÉTAIRES D'URGENCE DANS LES SECTEURS WASH ET DU LOGEMENT

HÉLÈNE JUILLARD ET MAINUL ISLAM OPU

Décembre 2014

À propos des auteurs

Hélène Juillard est consultante indépendante dans le domaine des politiques et pratiques humanitaires. Spécialiste en transferts monétaires et en programmes axés sur les marchés, elle fournit à ce titre un soutien technique et des conseils en matière de politiques générales aux organisations humanitaires. Mainul Islam Opu est un praticien expérimenté dans les domaines WASH et du logement. Il a supervisé à la fois des programmes de logement et d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans différents contextes d'urgence (d'origine naturelle et humaine).



TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iv
Acronymes	iv
RÉSUMÉ	1
1 INTRODUCTION	5
1.1 CONTEXTE DE L'ÉTUDE	5
1.2 BUTS ET OBJECTIFS	5
1.3 ÉQUIPE ET CALENDRIER	5
2 MÉTHODOLOGIE	6
2.1 MÉTHODES ET OUTILS	6
2.1.1 Mise en place d'un groupe de référence	6
2.1.2 Revue documentaire	6
2.1.3 Enquête en ligne auprès de la communauté de pratique	6
2.1.4 Entretiens avec des informateurs clés	7
2.2 CONTRAINTES ET LIMITES DE L'ÉTUDE	8
3 LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR SATISFAIRE LES BESOINS WASH D'URGENCE	9
3.1 RESENTI DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE, OBSTACLES ET FACTEURS HABILITANTS	12
3.1.1 Ressenti	12
3.1.2 Obstacles et principales difficultés	13
3.1.3 Facteurs habilitants et de succès	17
4 LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR SATISFAIRE LES BESOINS DE LOGEMENT D'URGENCE	19
4.1 RESENTI DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE, OBSTACLES ET FACTEURS HABILITANTS	21
4.1.1 Ressenti	21
4.1.2 Obstacles et p-rincipales difficultés	22
4.1.3 Facteurs habilitants et de succès	25
5 LES APPLICATIONS MULTISECTORIELLES DES TRANSFERTS MONÉTAIRES	27
5.1 TENDANCES COMMUNES AUX SECTEURS WASH ET DU LOGEMENT	27
5.2 PARALLÈLES AVEC LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES DANS LES SECTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DES MOYENS DE SUBSISTANCE	28
5.3 LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR SATISFAIRE DES BESOINS MULTISECTORIELS	29
6 RECOMMANDATIONS	30
ANNEXES	36
Annexe A : Bibliographie	36
Annexe B : Survey monkey	37
Annexe C : Liste des informateurs clés	40
Annexe D : Questionnaire d'entretien des informateurs clés	41
Annexe E : Étude de cas d'un pays : le recours aux transferts monétaires par oxfam pour	42
Annexe F : Étude de cas d'un pays : le recours aux transferts monétaires pour satisfaire les besoins d'urgence dans les domaines du wash et du logement au Bangladesh	45

REMERCIEMENTS

Ce document est le résultat d'une enquête auprès de praticiens des secteurs WASH et du logement issus de 38 organisations. Les auteurs souhaitent remercier l'ensemble des personnes interrogées via Survey Monkey et les informateurs clés qui ont consacré du temps à cette étude. Ce document a été rédigé grâce au soutien et aux conseils d'un groupe de référence composé de Thomas Wildman, conseiller en eau, assainissement et hygiène, de l'USAID ; Ivan Vuarambon, spécialiste en logement, de la DDC ; Pablo Medina, coordinateur du cluster du logement, de la FISCR ; Jenny Lamb, conseillère technique WASH, d'Oxfam ; Jake Zarins, conseiller technique en matière de logement pour le NRC et membre du groupe consultatif stratégique du cluster mondial du logement. Nous remercions tout particulièrement Lily Frey, coordinatrice du plaidoyer du CaLP, qui a guidé cette étude dès son début.

Ce document a été rédigé par Hélène Juillard, avec l'aide de Mainul Islam Opu. Mathieu Guilloteau a contribué à l'étude de cas sur la Jordanie.

L'étude a bénéficié du soutien financier de l'Agence suisse pour le développement et la coopération et du Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID/OFDA). Les idées qui y sont exprimées ne reflètent aucunement l'opinion officielle de l'une ou de l'autre partie ; ces dernières ne sont pas responsables de quelque utilisation que ce soit des informations contenues dans ce document.

ACRONYMES

ACF	Action Contre la Faim
CaLP	Cash Learning Partnership
DDC	Direction du développement et de la coopération du Département fédéral des affaires étrangères suisse
DEC	Disaster Emergency Committee
FISCR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
NRC	Conseil norvégien pour les réfugiés (Danish Refugee Council)
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
PAM	Programme alimentaire mondial
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
WASH	Eau, assainissement et hygiène

RÉSUMÉ

CONTEXTE

Ces dernières années, les discussions au sujet des transferts monétaires ont cessé de remettre en cause la validité de la distribution d'argent et de coupons en tant que modalité d'intervention, comme c'était le cas initialement. Aujourd'hui, leur valeur ajoutée dans les contextes adéquats est généralement reconnue. Au-delà des secteurs des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire, les transferts monétaires sont de plus en plus envisagés en tant qu'outil permettant de couvrir des besoins urgents en logement et dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) via une diversité croissante de modalités et de programmes. Pour favoriser des transferts monétaires de qualité à grande échelle dans les secteurs WASH et du logement, il est utile de consigner les récents progrès liés à l'utilisation des transferts monétaires dans ces secteurs.

OBJECTIFS

La présente étude vise à apporter des résultats et recommandations concernant le recours actuel aux transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement, ainsi que les méthodes et capacités en ce domaine. Cela se rapporte notamment aux programmes qui associent différentes modalités d'aide.

MÉTHODOLOGIE

22 jours ont été consacrés à cette étude entre juillet et décembre 2014. Elle a été menée par le biais d'une approche participative, en vue de garantir à la fois l'adhésion des diverses parties prenantes et la pertinence des recommandations émises. 111 praticiens et praticiennes ont contribué au projet par le biais d'entretiens et de sondages.

CONCLUSIONS

L'utilisation de transferts monétaires dans le but de répondre à des besoins d'urgence dans les domaines WASH et du logement est en hausse, d'après les praticiens interrogés. De nombreux exemples ont été présentés dans le cadre de cette étude, concernant le recours aux transferts monétaires lors de catastrophes naturelles et d'origine humaine, de crises à déclenchement rapide ou à évolution lente, ainsi que d'interventions à petite et grande échelle. Ces exemples couvrent l'ensemble des modèles de transferts monétaires¹ et le rapport de l'étude en fait une description. Toutefois, pour les deux secteurs, **des données et des écrits** qui documentent l'éventail actuel de programmes de manière quantitative et centralisée font défaut.

La principale différence quant à l'adoption des transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement réside dans la manière dont les praticiens y adhèrent. Les praticiens du secteur du logement sont relativement expérimentés en matière de transferts monétaires alliant plusieurs modalités ; ces transferts ont été lancés à grande échelle dans le contexte du tsunami de 2004. Jusqu'ici, leur point d'entrée a consisté à recourir aux transferts monétaires au lieu de l'aide en nature pour obtenir des résultats en matière de logement ; cette démarche suit le même schéma que celui adopté par les praticiens dans le domaine de la sécurité alimentaire. Le principal obstacle qu'ils rencontrent aujourd'hui, lors de projets impliquant la mise en œuvre de transferts monétaires, est lié à l'analyse et au suivi des marchés. En revanche, le point d'entrée des praticiens du secteur WASH résidait à ce jour dans les programmes axés sur les marchés. Un nombre conséquent d'analyses de marché ont été mises en œuvre par les praticiens du secteur WASH, afin de comprendre les marchés de l'eau, des articles pour kits d'hygiène, etc. Il existe plusieurs exemples d'activités de soutien aux marchés associées à une distribution d'aide en nature. L'obstacle majeur et spécifique auquel ces praticiens font désormais face est lié à la manière de combiner des activités de soutien et de renforcement des marchés avec l'utilisation des transferts monétaires, en particulier, des subventions.

L'assimilation des transferts monétaires dépend du secteur, ce qui est pris en compte dans l'analyse du présent rapport. Les marchés demeurent au cœur des transferts monétaires. Il est donc crucial de comprendre comment

¹ Les transferts monétaires peuvent être rassemblés en fonction des secteurs dans lesquels ils sont mis en œuvre (sectoriel, multisectoriel, multifonction) ou encore de leur conditionnalité.

les analyser et les suivre, mais aussi comment réaliser une intervention qui ne nuira pas aux marchés locaux, voire une intervention qui les soutiendra ou les renforcera.

Il convient de réaliser une analyse du système de marché dans le cadre de l'analyse de la situation. Cette bonne pratique d'analyse des systèmes de marché s'est développée grâce à l'utilisation croissante des transferts monétaires mais est à adopter quelque soit la modalité envisagée (en nature ou sous forme de transferts monétaires). Malgré l'augmentation du nombre d'analyses de marché dans les secteurs WASH et du logement, dans la plupart des organisations interrogées, les compétences liées à ce type d'analyse restent encore principalement ancrées dans le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, et les différents outils d'analyse de marché sont encore perçus comme des outils de sécurité alimentaire. Cela soulève la question du renforcement des compétences et des capacités, mais aussi celle des outils à utiliser, d'autant plus que les systèmes de marché liés aux secteurs WASH et du logement sont souvent complexes.

L'intervention et sa modalité de mise en œuvre sont définies à la suite de l'analyse de marché et plus globalement à la suite de l'analyse de la situation. Cette étape doit être guidée par les résultats des dites évaluations. Il semble néanmoins que « l'instinct », le mandat de l'organisation et la zone de confort de l'équipe humanitaire motivent encore, en grande partie, la conception des interventions. La mise en œuvre d'une analyse de marché pourrait ne pas suffire à garantir que l'ensemble des modalités possibles sont étudiées, y compris les transferts monétaires.

Les praticiens, tant du secteur WASH que du logement, ont consacré beaucoup de temps et de ressources à la réflexion sur **les spécificités et la conformité aux normes**. Le fait d'envisager l'option des transferts monétaires est parfois considéré comme remettant en cause ce précédent travail et les certitudes des praticiens quant à la définition d'un programme de qualité. De façon plus générale, les transferts monétaires remettent en question le rôle des professionnels des secteurs WASH et du logement, comme ce fut le cas pour ceux du secteur logistique, par exemple.

RECOMMANDATIONS

Des recommandations conjointes et classées par ordre de priorité ont été émises d'après l'analyse des différences mais aussi des similitudes entre les deux secteurs, ainsi que du rôle central des marchés. Néanmoins, le type de soutien vers lequel se tourneront les praticiens a été analysé de façon spécifique au secteur dans le rapport de l'étude.

Se concentrer sur les programmes axés sur les marchés plutôt que sur les transferts monétaires.

Il est nécessaire de promouvoir les programmes axés sur les marchés, et non les transferts monétaires, en tant qu'intervention standard. Ces transferts doivent uniquement faire partie de la boîte à outils standard des praticiens humanitaires de tous secteurs. Afin de faire comprendre ce message de plaidoyer, il convient d'explicitier la description de ce que sont et ne sont pas les programmes axés sur les marchés. Cela contribuerait également à démystifier les transferts monétaires et à les présenter pour ce qu'ils sont : une simple modalité de mise en œuvre qui peut être utilisée pour parvenir à diverses réalisations humanitaires. Étant donné que la difficulté réside dans la compréhension des marchés, le fait d'appréhender correctement les systèmes de marché locaux peut mener à l'utilisation des transferts monétaires ou des modalités d'aide en nature, par le biais d'une intervention qui ne nuira pas aux marchés locaux, et qui ira même peut-être jusqu'à les renforcer. La compréhension des marchés permet, en outre, à l'équipe de mise en œuvre d'être flexible et d'envisager de passer d'une modalité de mise en œuvre à l'autre en cas de contexte changeant, en vue de garantir l'intervention la plus adéquate. Il convient d'inclure les praticiens des secteurs WASH et du logement dans les échanges sur le thème des marchés.

Documenter l'utilisation passée et présente des transferts monétaires.

Il faut documenter plus systématiquement les exemples illustrant les expériences et les partager massivement parmi les bailleurs de fonds, les agences onusiennes et les organisations de mise en œuvre. Il convient également de rassembler des faits probants au sujet des lieux et moments où le recours aux transferts monétaires a fait la différence et a eu un impact sur la prestation de services WASH et de logement en contexte d'urgence. Le Cash Atlas et la bibliothèque du CaLP constituent des plateformes adaptées au partage de faits probants, à l'instar des sites web respectifs des clusters. La révision actuelle du site web du CaLP est aussi l'occasion de renforcer

le rôle du consortium en tant que plateforme de partage de ressources, et de s'assurer que l'utilisation des transferts monétaires à la fois dans les secteurs WASH et du logement est clairement mentionnée, aussi bien dans la bibliothèque du CaLP que dans le Cash Atlas.

Élaborer un plan de renforcement des capacités.

En raison de la nature du travail humanitaire, il est difficile de retenir et d'institutionnaliser les connaissances acquises au sein d'une organisation. On compte déjà quelques praticiens expérimentés en matière de transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement. Il serait pertinent de : a) les repérer et reconnaître leurs compétences ; b) renforcer davantage leurs capacités ; et c) déployer ces praticiens lors des premières semaines d'une situation d'urgence, afin de garantir que les questions liées au marché et aux transferts monétaires sont abordées. Une stratégie de formation pourrait être mise au point à l'échelle des organisations, pour inclure le mentorat, la formation par observation, l'étude du secteur privé, en plus de la consignation des expériences et enseignements liés au soutien aux marchés et au contrôle qualité. La formation du CaLP pourrait être révisée afin de s'assurer qu'elle soit adaptée au domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi qu'à celui du logement.

Conjointement établir des faits probants et créer des connaissances.

Les organisations intéressées pourraient unir leurs forces afin d'instaurer un plan d'action pour l'adoption de programmes axés sur les marchés et les transferts monétaires, dans les secteurs WASH et du logement. Cela pourrait être fait d'une manière spécifique à chaque secteur étant donné que les étapes et les besoins seront différents. Une première étape pourrait consister à extraire les leçons apprises du secteur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance.

Intégrer les transferts monétaires et les marchés aux compétences standards requises.

Les compétences liées aux transferts monétaires et aux marchés doivent peu à peu être intégrées à l'ensemble des compétences requises de la part des praticiens des domaines WASH et du logement. Il convient de les inclure dans les descriptions de poste lors du recrutement de membres d'équipe et dans les objectifs de performance des membres actuels d'une équipe.

Identifier des experts en transferts monétaires et marchés.

Au niveau des organisations de mise en œuvre, on compte un nombre croissant de conseillers en transferts monétaires et en marchés. Ces personnes sont des alliés fondamentaux pour faire avancer l'adoption d'approches axées sur les marchés et les transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement. Ces conseillers en transferts monétaires et en marchés sont souvent issus du secteur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance. Si cette tendance se poursuit à court terme, ils devront adopter une approche inclusive dans leur travail et impliquer systématiquement les praticiens de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi que du logement dans l'ensemble des échanges au sujet des marchés et des transferts monétaires. Les organisations doivent constituer la première source de soutien et d'orientation lorsque le recours aux marchés et aux transferts monétaires pour satisfaire des besoins des domaines WASH et du logement est envisagé. Cela contribuera à l'institutionnalisation des transferts monétaires et des programmes axés sur les marchés. Il est également nécessaire d'encourager les coordinateurs de cluster à assumer un rôle clé, non pas forcément pour promouvoir l'utilisation des transferts monétaires per se (étant donné qu'il faut analyser la situation au cas par cas) mais pour s'assurer que la question est posée au moment de réaliser les évaluations des besoins en WASH et en logement, et d'élaborer les stratégies d'intervention.

Adapter les documents cadres et outils existants.

Deux approches peuvent être adoptées en parallèle : l'ajout de perspectives liées aux domaines WASH et du logement aux documents d'orientation existants au sujet des marchés et des transferts monétaires (procédures opérationnelles normalisées, etc.) ; et l'ajout d'approches axées sur les marchés et les transferts monétaires aux documents techniques, dans les secteurs WASH et du logement (évaluations de l'équipe d'assistance sur le terrain du cluster mondial WASH, lignes directrices et manuel de l'UNICEF en matière de programmes, boîte à outils globale en matière de logement pour les membres de l'équipe de coordination du logement, etc.).

S'assurer du suivi des résultats et recommandations du présent rapport.

La principale suggestion de ce rapport à l'égard du CaLP est que ce dernier ouvre la voie aux recommandations émises. Toutes les personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient trouvé cette étude pertinente. Cet intérêt doit être mis à profit pour créer une dynamique autour des programmes axés sur les marchés et de l'utilisation des transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement.

S'appuyer sur les bailleurs de fonds en tant qu'alliés du plaidoyer.

Les bailleurs de fonds semblent favorables à l'utilisation des transferts monétaires et des approches axées sur les marchés en vue de répondre à des besoins dans les domaines WASH et du logement. De plus, l'ensemble des bailleurs de fonds interrogés ont exprimé un intérêt pour le soutien de recherches pertinentes et la mise à l'épreuve d'une approche axée sur les marchés. Les bailleurs pourraient donc être des alliés pour le plaidoyer dans le cadre de la sensibilisation des gouvernements à l'utilisation de transferts monétaires pour satisfaire des besoins des domaines WASH et du logement. Les gouvernements pourraient alors encourager les organisations de mise en œuvre à envisager l'option des transferts monétaires et des marchés.

Maintenir les transferts monétaires et les marchés au programme des plateformes de coordination.

Les clusters WASH et du logement ont, à différents niveaux, des stratégies impliquant des réalisations et résultats spécifiques. Ces stratégies doivent être analysées afin de définir dans quelle axe stratégique il est possible d'inclure la prise en compte des programmes axés sur les marchés et des transferts monétaires. Cela contribuerait également à maintenir les transferts monétaires et les marchés au programme, parmi les clusters, et à s'assurer qu'ils sont régulièrement abordés dans les discussions. Dans les domaines où le système de cluster n'est pas actif, les plateformes de coordination doivent aussi inclure les programmes axés sur les marchés et les transferts monétaires dans leur programme.

Améliorer les liens entre l'analyse de la situation et la conception de l'intervention.

Bien que cela dépasse le cadre de cette étude, l'une des recommandations finales est d'améliorer les liens entre l'analyse de la situation et la conception des interventions. À ce sujet, il pourrait être pertinent pour les consortiums et les projets liés à ce thème, tels que l'ERC (Emergency Response Capacity), d'élargir leur portée et de s'assurer d'inclure les praticiens des domaines WASH et du logement dans leurs processus de réflexion².

² Le consortium travaillant sur le projet de L'ERC intitulé « Reinforcing Institutional Capacity for Timely Food Security Emergency Response to Slow Onset Crises at Scale » (Renforcement des capacités institutionnelles pour une intervention opportune en situation d'urgence liée à la sécurité alimentaire, lors de crises à évolution lente à grande échelle) comprend Oxfam GB, Save the Children UK et Concern Worldwide. Le but du projet est d'améliorer des interventions en temps opportun et pertinentes face à des crises prévisibles ou à évolution lente, par l'analyse de marché et des moyens de subsistance, ainsi que par l'élaboration d'un cadre de travail adapté au contexte, pour l'élaboration de plans de contingence, par le biais d'un cadre d'analyse de la situation et de l'intervention.

I INTRODUCTION

I.1 CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Ces dernières années, les discussions au sujet des transferts monétaires ont cessé de remettre en cause la validité de la distribution d'argent et de coupons en tant que modalité d'intervention, comme c'était le cas initialement. Aujourd'hui, leur valeur ajoutée dans les contextes adéquats est généralement reconnue. Au-delà des secteurs des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire, les transferts monétaires sont de plus en plus envisagés en tant qu'outil permettant de couvrir des besoins urgents dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) et du logement via une diversité croissante de modalités et de programmes.

Néanmoins, il reste encore à comprendre : a) l'éventail d'exemples de programmes ; b) les obstacles et les facteurs de succès dans la prise en compte des transferts monétaires ; et c) les opportunités permettant de surmonter ces obstacles et d'institutionnaliser les facteurs de succès au sein de ces secteurs. Les organisations humanitaires et les bailleurs de fonds sont désireux d'en apprendre plus sur l'utilisation actuelle des transferts monétaires (y compris en ce qui concerne les programmes associant diverses modalités d'aide), sur les différentes méthodes et capacités en matière de transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement. Par conséquent, le Cash Learning Partnership (CaLP) a commandé cette étude de cadrage sur les transferts monétaires d'urgence dans ces secteurs.

Le CaLP est né de la volonté de réunir les enseignements tirés de l'intervention d'urgence ayant fait suite au tsunami survenu dans l'océan Indien en 2005. À l'heure actuelle, le CaLP est composé de cinq organisations, membres du comité de pilotage : Oxfam GB, la Croix-Rouge britannique, Save the Children, le Conseil norvégien pour les réfugiés et Action Contre la Faim/ACF International. Ces cinq organisations se sont réunies pour soutenir le renforcement des capacités, les recherches, et le partage des informations en vue de promouvoir les transferts monétaires comme outil efficace permettant de fournir de l'aide en période de crise.

I.2 BUTS ET OBJECTIFS

Cette étude vise à faire le bilan des récents progrès relatifs à l'utilisation des transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement, afin d'intervenir en situation d'urgence et d'émettre des recommandations pour favoriser des transferts monétaires de qualité à grande échelle dans ces secteurs. La présente étude a pour but de repérer les thématiques des futurs débats, recherches, plaidoyers, études de cas, initiatives de renforcement des capacités ou autres activités suggérées qui sont liées aux transferts monétaires dans les programmes WASH, de logement et d'aménagement. Les résultats et recommandations de l'étude ciblent les mécanismes de coordination mondiaux, régionaux et nationaux, notamment les clusters, les bailleurs de fonds, les agences onusiennes, les organisations de mise en œuvre et le CaLP. Bien que les interventions axées sur les marchés et les analyses de marchés sont souvent étroitement liées, cette étude ne s'intéresse qu'aux analyses de marchés en tant qu'élément de l'analyse de situation lorsque les transferts monétaires sont considérés.

I.3 ÉQUIPE ET CALENDRIER

Cette étude a été menée par Hélène Juillard, conseillère indépendante, avec le soutien de Mainul Islam Opu, conseiller lui aussi, sous la direction de Lily Frey, coordinatrice du plaidoyer du CaLP, entre juillet et décembre 2014, pendant un total de 22 jours.

2 MÉTHODOLOGIE

2.1 MÉTHODES ET OUTILS

Le processus de développement de l'étude a suivi une approche participative de manière à garantir aussi bien l'adhésion des diverses parties prenantes que la pertinence des recommandations émises. Voici, par ordre chronologique, les méthodes utilisées lors de cette étude.

2.1.1 Mise en place d'un groupe de référence

Un groupe de référence a été créé suite à une première réunion avec Lily Frey, coordinatrice du plaidoyer du CaLP et responsable des conseillers, et Jenny Lamb, membre du comité de pilotage du CaLP et conseillère WASH.

Des entretiens préparatoires ont été menés avec certains membres du groupe de référence, afin d'orienter l'étude. L'ensemble des membres du groupe ont été interrogés en tant qu'informateurs clés (voir annexe C pour la liste détaillée des personnes interrogées) et ils ont eu la possibilité d'examiner les résultats et recommandations de l'étude.

2.1.2 Revue documentaire

La principale composante de cette revue documentaire était l'analyse des écrits existants (études de cas, évaluations de programmes, documents de formation et autres documents pertinents) au sujet de l'utilisation actuelle des transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement, afin de repérer les principaux obstacles et facteurs habilitants de ce type de programme. La phase de revue documentaire a débuté par une mise en commun des documents existants, y compris de matériel de formation.

L'annexe A contient une liste des écrits analysés pour cette étude.

2.1.3 Enquête en ligne auprès de la communauté de pratique

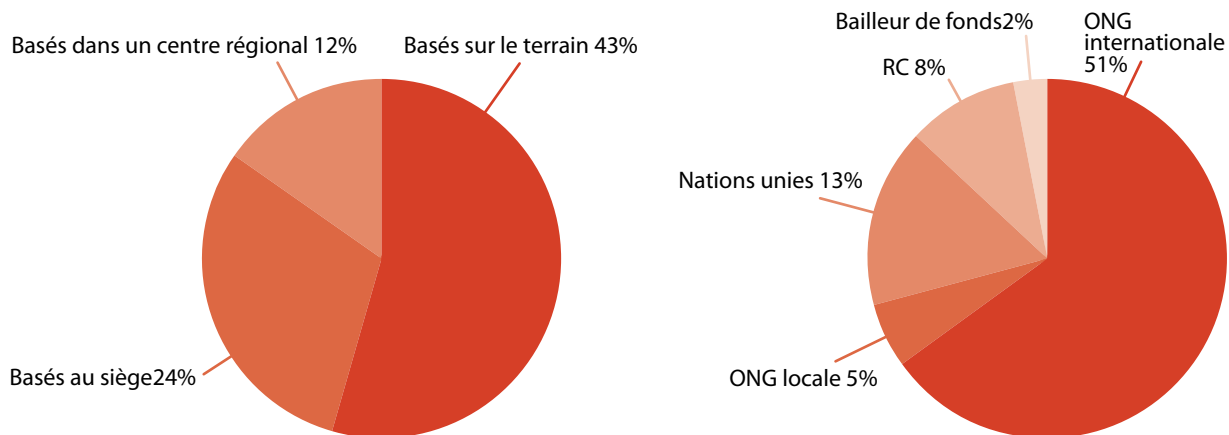
Une enquête en ligne (via Survey Monkey) a été conçue par les conseillers, en anglais et en français, et a été diffusée auprès des communautés de pratique WASH et du logement le 7 juillet 2014 pour déterminer : a) les activités liées aux transferts monétaires auxquelles elles ont participé ; b) les principaux obstacles et les facteurs habilitants rencontrés au moment d'utiliser les transferts monétaires en tant que modalité de mise en œuvre ; et c) le(s) domaine(s) dans lesquels elles cherchent un soutien (individuellement et par organisation).

Le lien vers l'enquête a été partagé via le site du CaLP, les groupes de discussion sur les marchés en situation de crise (Markets in Crisis), ainsi que ceux associés à la Pelican Initiative ; il a également été envoyé à la liste de contacts des informateurs clés. Au total, 79 personnes ont répondu à l'enquête, dont 53 pour le secteur WASH et 26 pour celui du logement. Ces 79 personnes proviennent de 40 pays différents, comme l'indique la carte ci-dessous.



Plus de 50 % des personnes interrogées étaient basées sur le terrain ; les autres travaillaient depuis un centre régional ou un siège, comme l'indique le graphique ci-dessous. Les personnes interrogées représentaient une grande diversité d'organisations, avec une grande majorité (65 %) œuvrant auprès d'ONG internationales.

La structure utilisée pour élaborer ce sondage en ligne se situe dans l'annexe B.



2.1.4 Entretiens avec des informateurs clés

Des entretiens semi-structurés ont été menés auprès de 32 informateurs clés représentant une association intéressante de responsables de mise en œuvre de projets aussi bien à l'échelle mondiale (65 % des informateurs) que régionale et sur le terrain (35 %). Voir l'annexe C pour la liste détaillée des personnes interrogées.

Les premiers informateurs clés ont été sélectionnés à l'aide d'un échantillonnage dirigé ciblant les personnes les mieux à même de fournir les données nécessaires, puis par un sondage en boule de neige, consistant à demander aux premiers informateurs clés de désigner des personnes à interroger.

Les grands thèmes des entretiens sont inclus dans l'annexe D.

2.2 CONTRAINTES ET LIMITES DE L'ÉTUDE

Données quantitatives

L'étude était axée sur les données qualitatives, sur le ressenti des parties prenantes à l'égard de l'utilisation actuelle des transferts monétaires à la fois dans les secteurs WASH et du logement, ainsi que sur les obstacles et les facteurs habilitants liés aux transferts monétaires. Aucune donnée quantitative qui aurait pu confirmer ou infirmer le ressenti de certaines parties prenantes n'a été examinée. Cette absence de données quantitatives dans l'étude reflète un manque général de ce type de données concernant le recours aux transferts monétaires pour satisfaire des besoins dans les domaines WASH et du logement.

Documents disponibles

On constate non seulement l'absence de données quantitatives pertinentes, mais aussi, de façon plus générale, un manque de documentation sur l'utilisation de transferts monétaires pour répondre à des besoins d'urgence dans les domaines WASH et du logement. L'étude documentaire était donc assez limitée ; elle ne comprenait pas l'utilisation de transferts monétaires dans des contextes de développement, pour laquelle il existe un plus grand nombre de documents. Cela illustre quelques-unes des contraintes rencontrées par les praticiens des secteurs WASH et du logement lorsqu'ils envisagent d'opter pour ce type de modalité.

Implication du gouvernement

Bien que l'étude ait tenté d'impliquer des organismes gouvernementaux des deux pays sur lesquels portaient les études de cas (à savoir la Jordanie et le Bangladesh), il s'est avéré difficile de le faire à distance. Le point de vue de ces organismes sont donc inclus, mais de façon indirecte ; il s'agit toutefois de parties prenantes essentielles à la future utilisation des transferts monétaires, tant dans le secteur WASH que du logement ³.

Le point de vue des bénéficiaires

Certains membres de la communauté bangladaise bénéficiaires de projets WASH et d'e logement, par le biais de transferts monétaires, ont été consultés. Cependant, vu que l'étude a été réalisée à distance, il était impossible de mieux comprendre le ressenti des communautés quant au recours aux transferts monétaires pour couvrir les besoins en eau, assainissement et hygiène, et en logement.

Calendrier de l'étude

L'étude a été effectuée entre juillet et août 2014, pendant la période des congés d'été ; en conséquence, certains informateurs clés qu'il était prévu d'interroger n'étaient pas disponibles pour un entretien. En outre, des changements sont survenus dans la direction de la CAST (équipe de plaidoyer et d'assistance pour les clusters), au sein du cluster mondial WASH, ce qui a restreint la participation de ce groupe lors du lancement de l'étude.

³ Sur ce thème : *Les programmes de transfert monétaire sont-ils prêts pour l'avenir ? - Annexe 4: L'utilisation des transferts monétaires par les gouvernements, CaLP, mars 2014.* <http://www.cashlearning.org/resources/library/486-les-programmes-de-transfert-montaire-sont-ils-prts-pour-lavenir---annexe-4-lutilisation-des-transferts-montaires-par-les-gouvernements>

3 LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR SATISFAIRE LES BESOINS WASH D'URGENCE

Les participants à cette étude perçoivent que l'utilisation de transferts monétaires pour satisfaire des besoins d'urgence en eau, assainissement et hygiène s'accroît et que les praticiens souhaitent gagner en rythme, en dynamisme et en compétence dans ce domaine. Cependant, selon les commentaires recueillis, les transferts monétaires ne sont toujours pas considérés comme faisant partie de la boîte à outils WASH standard et leur utilisation semble rester confinée aux activités de test ou à petite échelle. Cette perception est soutenue, dans une certaine mesure, par les documents disponibles : la plupart des dispositifs de transferts monétaires documentés couvraient un nombre limité de foyers (voir ci-dessous : 700 foyers pour Oxfam à Gaza, 850 pour Solidarités International en Somalie, 3 000 pour Oxfam en Jordanie, etc.).

Il n'y a pas de données quantitatives au sujet de l'utilisation générale de transferts monétaires en vue de satisfaire des besoins WASH d'urgence, ce qui rend difficile la confirmation absolue de ce ressenti. Par exemple, une recherche du mot « WASH » dans la bibliothèque du CaLP n'aboutit qu'à cinq entrées. En parallèle, le Cash Atlas du CaLP fait état de 101 projets ayant recours à des transferts monétaires pour produire des réalisations dans le domaine WASH. Pourtant, si l'on regarde ces projets de plus près, on observe que beaucoup d'entre eux concernent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et comprennent une réalisation du domaine WASH qui n'a pas nécessairement été obtenue par le biais de transferts monétaires.

Malgré la rareté des données et des documents, cette étude a néanmoins mis la main sur des rapports de projets WASH qui avaient recours aux transferts monétaires en Haïti, dans les territoires palestiniens occupés, en Jordanie, en Éthiopie, au Liban, aux Philippines, en Somalie, en Irak, au Bénin, au Bangladesh et au Cambodge⁴. Dans ces contextes, les transferts monétaires ont été mis en œuvre pour satisfaire des besoins WASH d'urgence, que ce soit dans le cadre de composantes individuelles (par ex., eau, assainissement ou hygiène) ou de façon globale dans un ensemble de mesures du domaine WASH.

Exemple issu du terrain : l'utilisation de transferts monétaires pour assurer l'approvisionnement en eau

Oxfam à Gaza⁵

À Gaza, 98 % des résidents sont reliés au réseau d'eau mais ils ne comptent pas sur ce dernier pour s'approvisionner en eau potable salubre. En parallèle, 87 % de la population achète de l'eau à des fournisseurs privés qui possèdent des installations de dessalement de taille moyenne. Dans ce contexte, en 2012, Oxfam a mis en œuvre une activité de trois mois pour satisfaire les besoins en eau potable de 696 foyers. Lors de cette période, six litres et demi par personne et par jour ont été distribués aux foyers ciblés au moyen de coupons. Les coupons en papier ont été échangés, dans le cadre du programme, contre de l'eau potable salubre (chlorée et dessalée) provenant de fournisseurs d'eau (via des camions citernes).

Solidarités International en Somalie⁶

La région de Gedo, dans le sud de la Somalie, est desservie par des sources d'eau à ciel ouvert qui sont saisonnières, de taille réduite et peu fiables lors de longues saisons sèches. Lorsque les sources d'eau se tarissent, les fournisseurs locaux acheminent de l'eau par camion depuis les puits existants, en moyenne à 30 kilomètres des foyers. Dans ce contexte, Solidarités International a fourni 30 litres d'eau par jour à 850 foyers entre septembre et octobre 2013, ainsi qu'entre février et mars 2014.

⁴ La grande majorité de ces projets (80 %) ont été mis en œuvre par Oxfam.

⁵ *Oxfam water voucher evaluation report*. Gaza, mars 2013.

⁶ <http://ec.europa.eu/echo/en/field-blogs/stories/somalia-providing-water-most-vulnerable-gedo>

Exemple issu du terrain : l'utilisation de transferts monétaires pour satisfaire les besoins d'assainissement

Oxfam au Liban

Au Liban, Oxfam a fourni des coupons pour l'enlèvement des boues à des réfugiés syriens qui vivaient dans des campements informels dans la vallée de la Bekaa. Oxfam a fourni à de petits groupes de familles partageant des latrines communes (270 latrines, dont chaque unité est partagée entre 3 familles, donc pour 810 familles au total) un coupon de 30 dollars américains (du même type que pour l'achat de marchandises). Il leur a permis de faire vider leurs latrines par un sous-traitant local (acteur du marché) identifié par le personnel d'Oxfam et par ses partenaires. Cette stratégie s'appuyait sur d'autres transferts monétaires destinés aux réfugiés syriens résidant dans le(s) camp(s) temporaire(s) international(aux), notamment sur les coupons pour l'achat de marchandises (eau et kits d'hygiène).

Exemple issu du terrain : l'utilisation de transferts monétaires pour fournir des kits d'hygiène

Oxfam en Haïti⁷

Au lendemain du tremblement de terre de 2010 en Haïti et à la suite d'une évaluation de marché, l'équipe de promotion de la santé publique d'Oxfam a eu recours à un programme de coupons pour fournir à 440 foyers des articles d'hygiène essentiels via des commerces locaux. Les coupons pouvaient être échangés dans sept commerces mandatés, contre une quantité fixe d'articles d'hygiène précis. Le système des coupons a été retenu de manière à ce que les bénéficiaires puissent accéder à des articles d'hygiène d'une façon normale et digne, et effectuer un choix personnel. Le but était ainsi de tester une approche novatrice à l'égard de la gestion des difficultés liées aux distributions d'aide en nature dans un cadre urbain et, au final, de faire appel à un marché local fonctionnel (favorisant ainsi la connectivité entre les acteurs du marché et la population cible).

Oxfam en Jordanie

Fin 2013, en réaction à la crise en Syrie, Oxfam a lancé un projet visant à couvrir les besoins WASH d'urgence en Jordanie. Ce projet comprenait l'approvisionnement de 3 000 foyers en kits d'hygiène par le biais de coupons monétaires. La valeur du coupon était de 15 dinars jordaniens (21 dollars américains) et il était possible de l'échanger dans onze commerces mandatés, contre une sélection assez importante d'articles d'hygiène, dont du savon, des seaux, des couches pour bébé, etc. Pour de plus amples informations, consultez l'étude de cas sur la Jordanie dans l'annexe E.

D'après l'enquête en ligne, les praticiens du domaine WASH ont de l'expérience dans tout l'éventail d'activités liées aux transferts monétaires, y compris les suivantes :

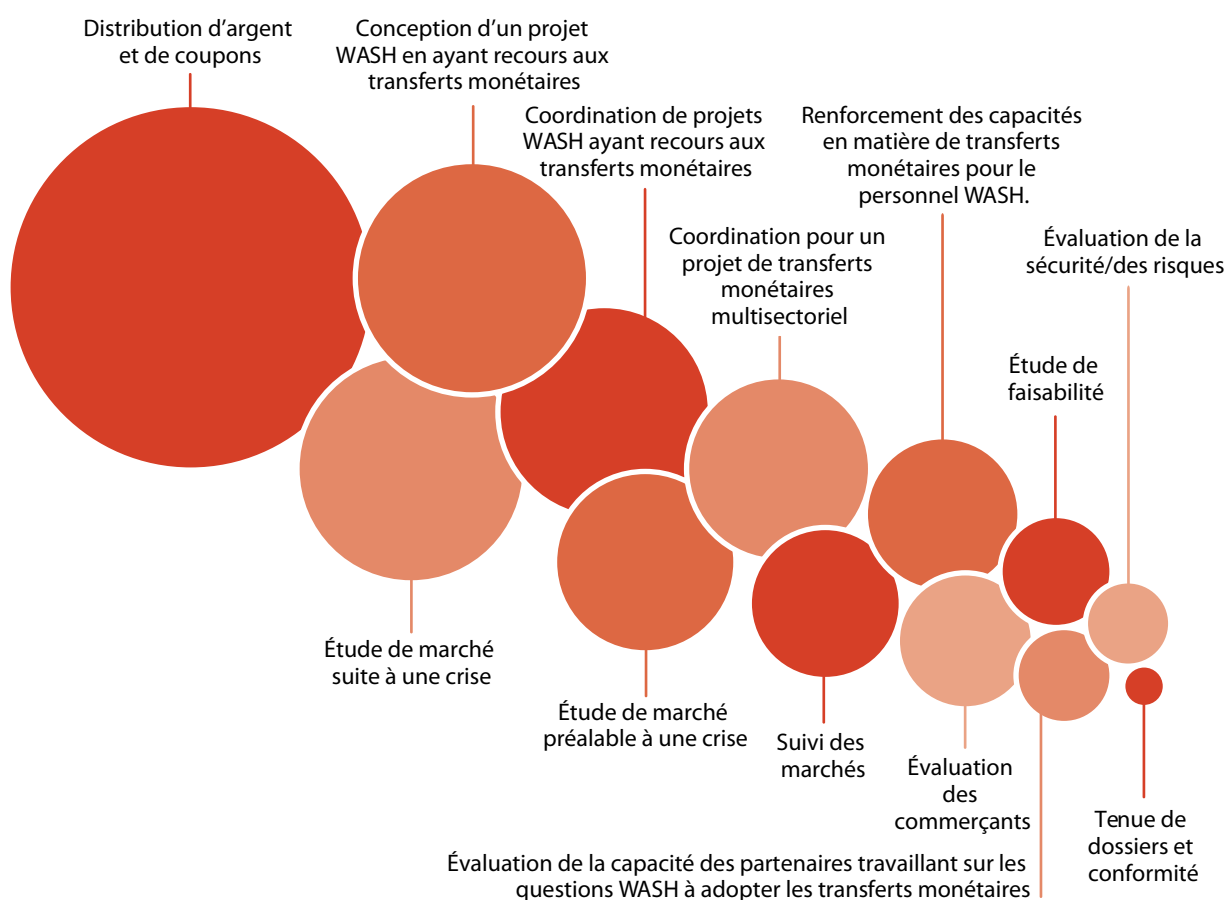
- établissement de données de référence et de préparation aux transferts monétaires sur un marché d'avant-crise ;
- évaluation des marchés après une situation d'urgence ;
- suivi des marchés ;
- projets dans les domaines WASH/du logement, avec le recours à des données liées à la conception de transferts monétaires ;
- évaluation des capacités des partenaires des secteurs WASH et du logement en matière de transferts monétaires ;
- renforcement des capacités en matière de transferts monétaires pour les partenaires ou le personnel des secteurs WASH ou du logement ;
- tenue de dossiers et conformité ;
- évaluation de la sécurité ou des risques en matière de transferts monétaires ;

⁷ Coupons à utiliser chez les commerçants, pour des kits d'hygiène, à Port-au-Prince en Haïti (étude de cas du CaLP) www.cashlearning.org/resources/library/247-shop-vouchers-for-hygiene-kits-in-port-au-prince-haiti-calp-case-study

- évaluation de la faisabilité des transferts monétaires ;
- distribution d'argent ou de coupons pour des projets des domaines WASH ou du logement ;
- évaluation des fournisseurs engagés pour des transferts monétaires ;
- coordination avec d'autres acteurs pour des projets dans les domaines WASH ou du logement ayant recours à des transferts monétaires ;
- coordination avec d'autres acteurs pour des projets multisectoriels ayant recours à des transferts monétaires.

Les expériences les plus marquantes sont les suivantes : les transferts monétaires visant à produire des réalisations liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène ; la conception de projets dans ce domaine à l'aide de transferts monétaires ; et l'analyse des marchés suite à une crise.

Le graphique ci-dessous présente la proportion de personnes interrogées via SurveyMonkey ayant de l'expérience dans les différentes activités associées aux transferts monétaires. La taille de chaque cercle est proportionnelle au nombre de personnes interrogées ayant indiqué avoir de l'expérience dans l'activité correspondante. L'activité dans laquelle le plus grand nombre de personnes interrogées (23) étaient expérimentées était la réalisation de transferts monétaires dans le cadre de projets d'urgence du domaine WASH, tandis qu'à l'opposé, seuls trois personnes avaient de l'expérience en tenue de dossiers et en conformité. D'après l'analyse du graphique, il apparaît que les praticiens du domaine WASH ont étonnamment peu d'expérience en étude de faisabilité des transferts monétaires et en évaluation des risques, les deux étant nécessaires pour contribuer à décider de la modalité à utiliser. Selon les entretiens, cela pourrait potentiellement s'expliquer par le fait que l'évaluation des risques est principalement la responsabilité du personnel de gestion et de logistique ; elle n'implique pas forcément des membres de l'équipe WASH. Concernant les études de faisabilité pour les transferts monétaires, peu d'organisations mettent en œuvre des études indépendantes en tant que telles ; toutefois, des informations pertinentes sont souvent rassemblées lors d'analyses de situation.



Graphique 1 : expérience liée aux transferts monétaires parmi les praticiens WASH

Au-delà du recours aux transferts monétaires pour satisfaire des besoins du domaine WASH, une autre thématique a clairement émergé des entretiens : l'utilisation de programmes basés sur les marchés au sein du secteur WASH. Une étude conjointe Oxfam/PAM⁸ a déterminé 3 types de programmes basés sur les marchés :

- **L'assistance intégrée aux marchés** est une option d'intervention d'urgence qui a recours aux marchés pour apporter une aide et des services essentiels à la population affectée par une crise. La plupart des transferts monétaires d'urgence appartiennent à cette catégorie.
- **Le soutien indirect par le biais des marchés** est une activité d'intervention d'urgence visant à réhabiliter ou à renforcer, par le biais d'actions temporaires ou uniques, les parties du système de marché (repérées par l'analyse de marché) qui nécessitent un soutien pour satisfaire efficacement les besoins essentiels pendant la crise. Ce soutien est souvent associé à une aide intégrée aux marchés afin de contribuer à l'efficacité des interventions humanitaires. Même s'il s'agit d'une activité à court terme, elle peut être mise en œuvre d'une manière qui favorise le relèvement. Le soutien indirect par le biais des marchés peut inclure une aide ciblée sur les acteurs de marché (subventions, prêts, subventions de transport, stockage temporaire) ou une aide à l'approvisionnement.
- **Le renforcement et le développement axés sur les marchés** constituent une approche à long terme, qui cherche à dynamiser l'aptitude du marché à contribuer aux moyens de subsistance. Cette approche considère les marchés comme la pierre angulaire de différents types de programmes orientés vers les moyens de subsistance, et comme un facteur de changement durable dans la vie des personnes. Le renforcement des marchés a le potentiel de consolider les moyens de subsistance ; il peut aider à améliorer la résilience face aux crises.

Comme indiqué plus haut, les programmes basés sur les marchés dépassent la portée de cette étude, qui se concentre sur les transferts monétaires et ne couvre donc qu'une partie restreinte des programmes d'aide intégrée aux marchés. Plusieurs exemples de programmes basés sur les marchés ont été cités lors des entretiens (par ex., le soutien aux fournisseurs d'eau et aux kiosques à eau). La plupart des praticiens du domaine WASH interrogés ont montré un vif enthousiasme pour les programmes axés sur les marchés ; ils les perçoivent comme une opportunité pour améliorer la durabilité des interventions WASH et garantir un accès plus équitable aux services dans ce secteur. La hausse générale de la prise en compte des transferts monétaires (notamment dans d'autres secteurs tels que la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance) a encouragé les praticiens du domaine WASH à étudier un plus grand nombre de systèmes de marché (par ex., le(s) système(s) de marché de l'eau formel et informel pour l'approvisionnement en eau potable).

Les programmes axés sur les marchés et l'utilisation de transferts monétaires peuvent tous deux être les piliers d'une intervention d'urgence dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. D'après les entretiens, il semble que le point d'entrée des praticiens de ce secteur résidera dans les programmes axés sur les marchés, les transferts monétaires s'ajoutant à l'éventail de modalités potentielles pour l'apport d'une aide.

Bien qu'il soit difficile de conclure de façon précise sur le recours aux transferts monétaires pour répondre à des besoins en eau, assainissement et hygiène, il est toutefois évident que la prise en compte des marchés et donc, des programmes axés sur ces derniers, s'accroît dans le secteur WASH.

3.1 RESENTI DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE, OBSTACLES ET FACTEURS HABILITANTS

3.1.1 Ressenti

Comme indiqué ci-dessus, le ressenti de l'ensemble des praticiens interrogés est que l'on envisage de plus en plus de recourir aux transferts monétaires lors d'interventions du secteur WASH ; néanmoins, l'intérêt pour ces transferts n'est pas commun à tout le secteur. Lors de cette étude, plusieurs spécialistes en eau, assainissement et hygiène ont décliné l'invitation à répondre à l'enquête et/ou à être interrogés ; ils étaient proportionnellement plus nombreux que les spécialistes en logement. Ce point de vue selon lequel le secteur WASH a peu à gagner de l'utilisation de transferts monétaires a été officiellement exprimé dans une analyse de l'UNICEF : « Les transferts

⁸ WFP and Oxfam, *Executive Brief Engaging with markets in humanitarian responses*, disponible sur <http://foodsecuritycluster.net/sites/default/files/WFP-Oxfam%20Market%20Brief%20final.pdf>

monétaires ne constitueront pas une alternative adéquate pour l'ensemble des interventions essentielles de l'UNICEF en situation d'urgence, telles que l'alimentation thérapeutique, la vaccination et l'approvisionnement en médicaments indispensables, en eau potable et en assainissement⁹ ». Cette étude date toutefois d'il y a sept ans, sachant qu'un point de vue peut évoluer au fil du temps. Lors de la collecte de données, ce point de vue était partagé par environ 15 % des personnes interrogées seulement. Néanmoins, ce chiffre peut très bien ne pas être représentatif du secteur WASH dans son ensemble ; en effet, on peut supposer que les personnes qui ont accepté de participer à un entretien étaient déjà intéressées par l'utilisation de transferts monétaires dans le secteur WASH.

Le plaidoyer en faveur de la prise en compte des transferts monétaires dans le secteur WASH provient à la fois des organisations bailleuses et des ONG qui ont institutionnalisé l'utilisation de ces transferts pour satisfaire des besoins en sécurité alimentaire. Dans ces organisations, les cadres supérieurs ont déjà accepté les transferts monétaires en tant que modalité pour répondre à divers types de besoins, dans différents secteurs. De telles organisations commencent à étudier plus systématiquement la faisabilité et la pertinence des transferts monétaires dans le secteur WASH. Oxfam représente sans doute le meilleur exemple de ce genre d'organisation ; d'ailleurs, des acteurs internes et externes font état de la volonté d'Oxfam de mettre en œuvre des transferts monétaires dans le secteur WASH. Pendant la réalisation de cette étude, les membres de l'équipe WASH d'Oxfam provenant de différents pôles (sièges, centres régionaux et bureaux de pays) ont fait preuve d'enthousiasme et de volonté de partager leur expérience ; de plus, 25 % des personnes interrogées via Survey Monkey justifiaient d'au moins une expérience de travail avec Oxfam.

Du point de vue des bailleurs de fonds, la politique générale de l'ECHO en matière d'eau, assainissement et hygiène mentionne les transferts monétaires en tant qu'option d'intervention, à l'instar des directives proposées par l'OFDA dans ce domaine. Tous les représentants des bailleurs de fonds interrogés étaient très intéressés par le financement d'un plus grand nombre de projets qui recourent à des approches axées sur les marchés et à des transferts monétaires pour satisfaire des besoins dans le domaine WASH. La principale difficulté qu'ils ont rencontrée en ce sens était le manque de propositions pertinentes de la part d'ONG et d'agences onusiennes.

L'ouverture aux transferts monétaires pourrait évoluer, comme l'a prouvé une session dédiée à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi qu'aux marchés, lors de la réunion du cluster mondial WASH en Jordanie, en octobre 2014. Cette session a permis de présenter des exemples de programmes WASH axés sur les marchés et mis en œuvre par le NRC, Oxfam et un membre (engagé via CARE) de l'équipe d'évaluation rapide (RAT) du cluster WASH. Une fois encore, l'intérêt porté aux programmes axés sur les marchés dans leur ensemble était plus important que celui porté aux transferts monétaires. Cependant, étant donné que le recours aux transferts monétaires fait partie des programmes en question, l'utilisation de ces transferts au sein du secteur WASH se développera davantage en parallèle de l'adhésion à ces programmes.

3.1.2 Obstacles et principales difficultés

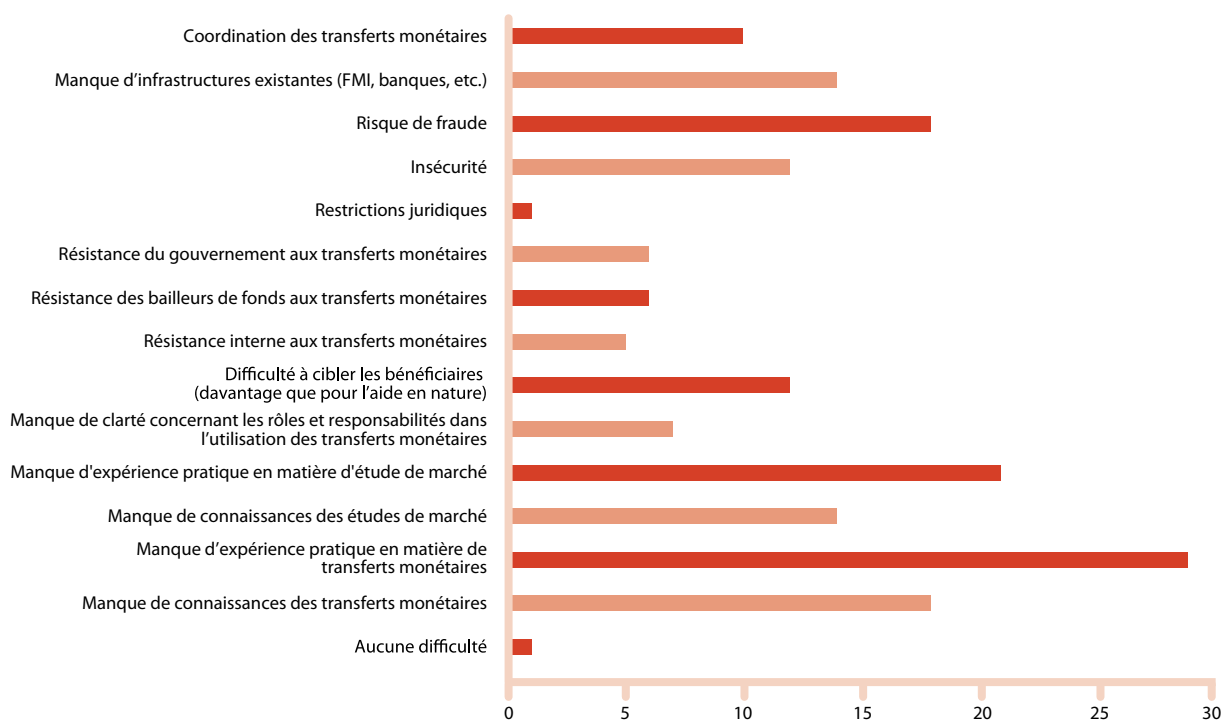
Selon le sondage en ligne, les difficultés majeures rencontrées par les praticiens WASH au moment d'envisager l'utilisation de transferts monétaires sont, sans surprise, **le manque d'expérience pratique dans ces transferts et notamment, en analyse de marché** (voir le graphique ci-dessous), ce qui devrait constituer un pré-requis à la fois pour les interventions en nature et sous forme de transferts monétaires. Par exemple, les systèmes de marché de l'eau sont perçus comme difficiles à comprendre. Ainsi, les principaux obstacles sont liés à des problèmes de capacité.

La perception d'un **risque élevé de fraude** constitue le troisième obstacle, juste devant **le manque de connaissances**. La peur de la fraude n'est pas propre au secteur WASH ; elle est commune aux praticiens de tous secteurs peu familiarisés avec les transferts monétaires. Cet obstacle peut habituellement être surmonté en se formant et en récoltant des données sur les expériences. Comme indiqué précédemment, dans le secteur WASH, ce thème est peu documenté et des efforts sont à fournir pour diffuser les informations concernant les pratiques et expériences existantes à ce jour. Ainsi, le cluster WASH en Somalie a rédigé des notes d'orientation au sujet des coupons pour l'achat de marchandises, dans l'optique d'améliorer l'accès à l'eau potable. Ces notes sont assez génériques et pourraient être utilisées dans d'autres contextes ; toutefois, seule l'une d'entre elles a été publiée sur le site web du CaLP et il semble qu'un nombre assez faible de praticiens WASH en aient connaissance.

⁹ Susanne Jaspars and Paul Harvey. *A review of UNICEF's role in cash transfers to emergency affected populations*. Octobre 2007. www.cashlearning.org/resources/library/74-a-review-of-unicefs-role-in-cash-transfers-to-emergency-affected-populations

D'un côté, l'ensemble des manuels et procédures standard ont été élaborés avec l'aide en nature comme point de référence ; de l'autre, la plupart des directives portant sur les transferts monétaires ont été mises au point par et pour les praticiens en sécurité alimentaire. Cette lacune n'a pas encore été comblée ; en outre, la plupart des praticiens WASH interrogés ont souligné la nécessité de disposer de directives sur les transferts monétaires qui soient rédigées dans le jargon du domaine WASH, ainsi que de directives dans ce même domaine qui intègrent des approches liées aux transferts monétaires.

Graphique 2 : principales difficultés rencontrées par les praticiens WASH lorsqu'ils envisagent d'utiliser des transferts monétaires, d'après le sondage en ligne



Approvisionnement en eau

L'un des obstacles à l'utilisation de transferts monétaires pour couvrir des besoins d'approvisionnement en eau potable était l'inquiétude selon laquelle cette utilisation dans le but de parvenir à des réalisations du domaine de l'eau entraverait la qualité des prestations et de l'eau distribuée aux bénéficiaires. Les praticiens estimaient que, dans un contexte d'urgence, il serait complexe de gérer le contrôle qualité d'acteurs multiples sur le marché de l'eau, par rapport à un point d'eau d'urgence installé et opéré par une seule organisation. En ce qui concerne les transferts monétaires, il est vrai que le contrôle qualité sera différent, souvent mené en étroite partenariat avec le secteur privé, mais il convient d'appréhender les normes de façon similaire. Lorsque les normes et la qualité de l'eau distribuée via le marché sont insuffisantes, l'organisation peut également envisager d'aider les vendeurs (cela constituera un exemple de programme axé sur les marchés et de soutien indirect par le biais des marchés). Cette préoccupation au sujet des transferts monétaires menant à une baisse de qualité est courante parmi les praticiens provenant de tous secteurs et peu familiarisés avec ces transferts. On peut cependant la surmonter rapidement à condition de documenter les expériences et de renforcer les compétences en matière de transferts monétaires.

Exemple issu du terrain : l'utilisation de transferts monétaires pour satisfaire les besoins WASH d'urgence en Haïti

Au lendemain du tremblement de terre de 2011 en Haïti, Oxfam a évalué le système de marché de l'eau, en vue d'établir la pertinence et l'impact de ses activités d'urgence, tout en contribuant à ses activités de relèvement. Il s'est avéré que la population affectée ne buvait pas l'eau distribuée (livrée par camion-citerne et distribuée au moyen de citernes) par la communauté humanitaire, et qu'elle continuait de compter sur diverses sources antérieures d'approvisionnement en eau (à savoir, des fournisseurs d'eau privés). Mercy Corps, Oxfam et d'autres organisations ont décidé de soutenir le marché local et de consolider les moyens d'accès à l'eau potable déjà existants. Mercy Corps était la première organisation à distribuer des coupons pour l'achat de marchandises (dans ce cas-ci, de l'eau) tandis qu'Oxfam a distribué des subventions conditionnelles pour satisfaire les besoins en eau. Les deux organisations ont également mis l'accent, au niveau de leurs ressources, sur l'amélioration de la qualité de l'eau fournie par des fournisseurs privés.

Dans la plupart des contextes urbains, l'eau est largement considérée comme un service et la population est prête à le payer. Il existe un système souvent complexe de fournisseurs d'eau privés, publics ou une association des deux. Toutefois, dans les contextes ruraux, il n'existe souvent pas de système de marché de l'eau monétisé. Certains praticiens WASH estiment que le recours aux transferts monétaires pour permettre un accès à l'eau engendrera une privatisation ou une monétisation de l'eau dans l'ensemble des contextes, rendant ainsi la disponibilité de l'eau dépendante de la capacité de la population à la payer.

Pour finir, l'approvisionnement en eau potable implique la prestation de services continus, alors que d'autres secteurs tels que celui du logement tendent à se concentrer sur des services plus limités dans le temps. Cela a provoqué un impact sur la perception des praticiens WASH, qui considèrent les transferts monétaires comme une modalité plus encombrante que l'aide en nature, pour la prestation de services continus. Le processus de distribution de coupons/subventions en est responsable, puisqu'il doit être renouvelé régulièrement contrairement à un point d'eau, que l'on doit simplement installer une fois pour qu'il fournisse un approvisionnement continu. De plus, lors d'interventions d'urgence, les activités liées à l'eau ciblent très fréquemment l'ensemble de la communauté, et certaines modalités d'aide en nature permettent d'y parvenir plus facilement. Par exemple, s'il est prévu de fournir de l'eau potable à toute la communauté, un puits creusé par des organisations humanitaires bénéficiera à la totalité des foyers aux alentours. Néanmoins, dans le cadre d'un programme d'approvisionnement en eau potable à l'aide de transferts monétaires, les foyers doivent recevoir soit des coupons pour de l'eau, soit des subventions afin de bénéficier de ce programme. On considère qu'une couverture totale est difficile à atteindre par le biais de transferts monétaires, ce pourquoi ces derniers sont perçus comme inadéquats lors de la première phase des situations d'urgence. Cela peut s'expliquer par le fait qu'à ce jour, les transferts monétaires d'urgence ont été conçus comme un moyen d'apporter une aide uniquement à des foyers distincts. La présente étude n'a pas permis de trouver des faits probants concernant la distribution de subventions ou de coupons à l'échelle communautaire via différents programmes pour satisfaire des besoins WASH d'urgence ; or une telle distribution pourrait permettre de surmonter cet obstacle.

Hygiène : matériel (biens non alimentaires pour l'hygiène) et formation (promotion de l'hygiène et du changement des comportements)

La principale difficulté liée à l'utilisation de transferts monétaires pour satisfaire des besoins d'hygiène d'urgence consiste à atteindre des objectifs en matière de santé publique. D'après les entretiens, les praticiens se préoccupent surtout de garantir que l'argent fourni est utilisé pour acheter des articles ou services relatifs à l'hygiène. Dans des contextes d'urgence, les foyers n'accordent pas toujours la même priorité aux articles d'hygiène qu'à ceux relatifs à d'autres besoins, tels que l'alimentation. Dans le cadre d'une évaluation multisectorielle des besoins au lendemain d'inondations dans les bidonvilles de Nairobi, l'hygiène était classée comme la vingt-septième priorité des habitants. Les inquiétudes du secteur WASH quant à l'importance relativement faible de l'hygiène n'ont pas été confirmées ou infirmées par la pratique ; toutefois, le secteur n'a pas tenté de distribuer des subventions sans conditions pour des articles d'hygiène associées au type d'activités de promotion de l'hygiène communes aux distributions d'aide en nature. Actuellement, les praticiens du secteur préfèrent utiliser des coupons à valeur monétaire ou des coupons pour l'achat de marchandises qui

garantissent que la population cible effectue des achats selon une liste d'articles d'hygiène prédéfinis. L'étude a révélé plusieurs exemples d'utilisation de coupons dans le but de satisfaire des besoins d'hygiène (voir par exemple l'étude de cas menée en Haïti, dans l'encadré ci-dessus).

Il ne s'agit pas nécessairement d'une difficulté accablante, sachant que le recours aux coupons à valeur monétaire et à ceux pour l'achat de marchandises peut être considéré comme une première étape dans l'adoption de transferts monétaires de façon globale pour répondre à des besoins d'hygiène d'urgence. Si les praticiens WASH acquièrent la certitude que la distribution de coupons peut permettre d'atteindre des objectifs de santé publique de manière satisfaisante, ils pourraient alors se montrer plus enclins à envisager l'utilisation de subventions associées à la promotion de l'hygiène, ainsi qu'à intensifier le recours aux transferts monétaires.

Les actions visant à obtenir un changement de comportement tendent à mettre l'accent sur la sensibilisation et sur des composantes de projet flexibles plutôt que sur des distributions d'aide en nature ou des transferts monétaires. En outre, certaines méthodologies de promotion de l'hygiène telles que l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) s'appuient sur une approche de non-subventionnement. En conséquence, l'utilisation de transferts monétaires pour parvenir ou contribuer à des changements comportementaux est perçue comme contre-productif par la plupart des personnes interrogées. Un exemple d'argent contre formation a été cité : celui de bénéficiaires au Bangladesh qui ont reçu des subventions sans conditions pour assister à des sessions de promotion de l'hygiène. C'était sans nul doute un exemple d'application inadaptée des transferts monétaires, notamment parce qu'elle a ensuite rendu difficile la tentative de promotion d'autres changements comportementaux par l'organisation sans motivation financière. Depuis lors, cette approche n'a pas été reproduite au Bangladesh.

Assainissement

À l'échelle des foyers, les activités d'assainissement peuvent être mises en œuvre conjointement avec la construction et la réhabilitation de logements, notamment lors d'interventions en cas de catastrophe naturelle.

Exemple issu du terrain : l'utilisation de transferts monétaires pour satisfaire les besoins d'assainissement au Bangladesh

En 2009, à la suite du passage du cyclone Aila au Bangladesh, Solidarités International a mis en œuvre des interventions parallèles en matière d'assainissement et de logement. L'organisation a opté pour une association de modalités issues des deux secteurs. Afin d'améliorer l'accès aux latrines à l'échelle communautaire et à celle des foyers, une distribution d'aide en nature a été réalisée sous forme de latrines et des subventions ont été accordées (soit au foyer, soit au comité des latrines) pour couvrir le coût de main-d'œuvre pour la construction des latrines.

Les obstacles à l'assainissement des foyers sont similaires à ceux liés à la construction de logements ; ils résident principalement dans les normes pour les latrines, ainsi que dans la qualité et la sécurité des constructions (voir la section 4.2.1). En ce qui concerne les interventions dans le secteur du logement, les praticiens WASH devront tenir compte des matériaux, de la main-d'œuvre et du renforcement des capacités ; à ce titre, ils pourraient tirer profit de l'expérience des praticiens du domaine du logement.

Les obstacles (mentionnés ci-dessus) à la réalisation de transferts monétaires pour couvrir des besoins WASH d'urgence résultent aussi, dans une certaine mesure, d'idées fausses concernant ces transferts. À l'instar de l'aide en nature, les transferts monétaires ne sont qu'une modalité de mise en œuvre, un instrument servant à atteindre les objectifs d'un projet. En tant que tels, ils ne sont pas nécessairement la modalité la plus pertinente pour parvenir à tous les types de réalisation. Il sera essentiel que le plaidoyer en faveur des transferts monétaires dans le secteur WASH reconnaisse cela et que cette modalité ne soit pas présentée comme la solution ultime à tous les besoins humanitaires. Les analyses d'interventions et les décisions au sujet de la modalité à choisir pour réaliser un projet lié à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène sont propres aux contextes et aux réalisations espérées.

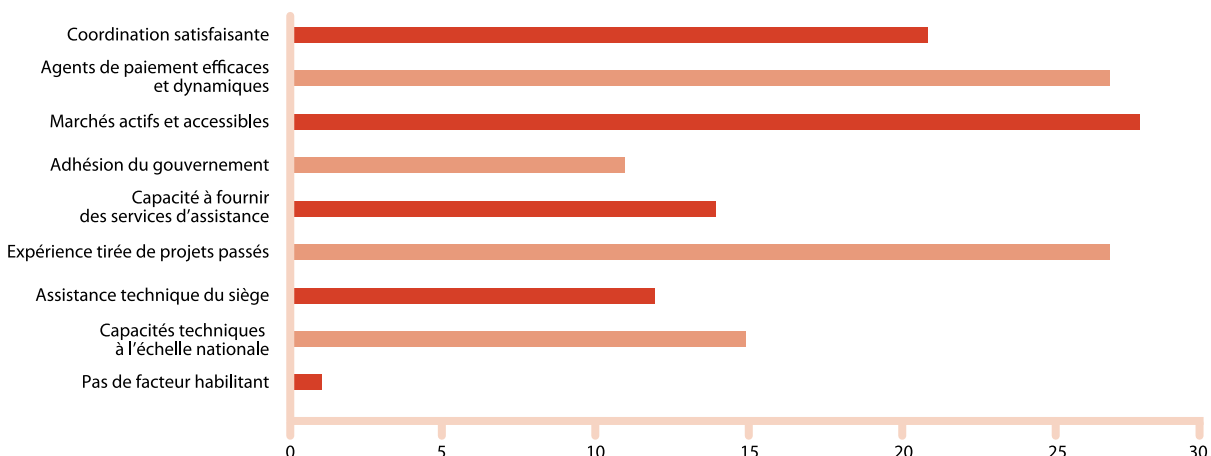
Il en est de même pour la méthode de ciblage, qui devrait dépendre de la portée, de l'échelle et des objectifs du projet, ainsi que de la population touchée. Il ne devrait pas y avoir de différence liée à la réalisation du projet via une aide en nature ou des transferts monétaires. Suivant le contexte, ces derniers peuvent ne pas être la

modalité la plus pertinente ou efficace par rapport aux coûts pour parvenir à une couverture totale, mais cette question est spécifique à chaque contexte et devra être étudiée au cas par cas par l'organisation.

L'élaboration d'interventions qui tiennent compte des marchés et qui ont potentiellement recours à une mise en œuvre via des transferts monétaires ne se rapporte pas à la création de marchés parallèles ou nouveaux. Il est davantage question de reconnaître ce qui existe déjà et la manière dont fonctionne la chaîne de marché afin de garantir que toute personne a un accès équitable aux dispositifs d'approvisionnement en eau déjà implantés. Dans le secteur humanitaire, les interventions qui tiennent compte des marchés peuvent également être mises à profit pour consolider les marchés existants de manière à ce qu'ils soient mieux à même d'approvisionner les habitants qui ont été ou seront touchés par une crise.

3.1.3 Facteurs habilitants et de succès

D'après l'enquête, l'un des principaux facteurs habilitants dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène était, de façon prévisible, l'expérience tirée de projets passés (voir le graphique ci-dessous). Observer simplement l'utilisation (même par une autre organisation) des transferts monétaires dans les interventions dans le domaine WASH semble également constituer un facteur habilitant. Si l'on en croit les informateurs clés de cette étude, de nombreux praticiens s'inquiètent d'être les premiers à essayer un outil innovant et à prendre le risque d'échouer ; cette inquiétude s'estompe néanmoins en cas d'expérience passée sur laquelle s'appuyer. Les autres facteurs de succès majeurs sont externes à l'organisation, et ils comprennent entre autres : des agents de paiement efficaces et dynamiques, des marchés fonctionnels et une coordination satisfaisante. Ces facteurs nous en apprennent plus au sujet des connaissances des personnes interrogées travaillant dans le secteur du logement, concernant les conditions qui favorisent l'utilisation des transferts monétaires, qu'au sujet de facteurs de succès propres à chaque secteur.



Graphique 3 : principaux facteurs habilitant selon les praticiens WASH lorsqu'ils envisagent d'utiliser des transferts monétaires, d'après l'enquête en ligne

Lors des entretiens, les personnes interrogées ont cité des facteurs de succès supplémentaires, tels que la forte adhésion aux transferts monétaires par les communautés, dans la plupart des pays. Certains contextes semblent également faciliter le fait d'envisager l'option des transferts monétaires pour satisfaire des besoins du domaine WASH. Les **contextes urbains** ou ceux dotés d'infrastructures WASH existantes sont perçus comme plus adaptés au test de l'utilisation de transferts monétaires lors d'interventions dans le domaine WASH.

L'existence d'une **analyse de marché** a également été mentionnée en tant que principal facteur habilitant par les praticiens WASH interrogés. Cette évaluation est un pré-requis à l'utilisation des transferts monétaires ; il paraît donc logique que le fait d'avoir cette information à disposition encouragerait les praticiens WASH à étudier la faisabilité des transferts monétaires. Les programmes axés sur les marchés et dédiés à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement sont plus vastes que dans d'autres secteurs et englobent davantage d'éléments que la simple réalisation de transferts monétaires ou d'une distribution d'aide en nature ; il semble que les praticiens WASH examinent actuellement les marchés afin d'adhérer à tout l'éventail de programmes axés sur ceux-ci, qui ne comprennent pas uniquement les transferts monétaires mais aussi des activités intégrées aux marchés et de renforcement des marchés.

L'utilisation de transferts monétaires pour promouvoir certains biens

Le recours à des coupons ou à des subventions pour aider les bénéficiaires à acheter des articles tels que des filtres à eau adaptés aux foyers ou du chlore représente un moyen d'accroître la sensibilisation au sujet de ces articles. Si les communautés s'habituent à les acheter, elles pourraient continuer de les consommer même après la fin du projet. Il pourrait ainsi y avoir des possibilités de mettre en relation l'utilisation de transferts monétaires et du marketing social au sein du secteur WASH.

L'utilisation de transferts monétaires à l'échelle communautaire plutôt qu'individuelle

Étant donné que les réalisations liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène sont souvent fondées sur la communauté, l'adoption de transferts monétaires à l'échelle communautaire peut aussi améliorer la durabilité d'un projet WASH et promouvoir une approche communautaire participative. Comme l'ont mentionné les personnes interrogées, la distribution de subventions à un comité WASH afin que celui-ci achète des pièces détachées pour l'entretien d'infrastructures dans ce domaine peut présenter plus d'avantages qu'une distribution en nature, sous forme de kits de pièces détachées. Les subventions en espèces peuvent créer des liens entre les commerçants locaux et les membres du comité ; elles donnent aux membres de la communauté l'habitude d'acheter ces pièces. Comme dans tout autre secteur, les interventions qui tiennent compte des marchés visant à obtenir des réalisations liées à l'eau à l'assainissement et à l'hygiène aident à forger ou entretenir des liens entre les acteurs de ce domaine et les communautés.

Exemple issu du terrain : l'utilisation de transferts monétaires à l'échelle communautaire

En 2009, lors de l'intervention en réponse au tremblement de terre de Padang, au Sumatra occidental, l'intervention d'urgence d'Oxfam en Indonésie consistait à distribuer des subventions aux communautés afin de fournir de la main-d'œuvre et des matériaux pour le dégagement des routes et des canaux de drainage, ainsi que le nettoyage de bâtiments publics tels que des écoles et des mosquées. Chacune de ces subventions a permis d'atteindre un objectif en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

La plupart des facteurs habilitants qui ont accru la prise en compte des transferts monétaires dans les interventions WASH sont externes aux organisations de mise en œuvre et plutôt génériques (c'est-à-dire que les mêmes facteurs habilitants sont généralement cités par les praticiens ou logisticiens de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance). D'un autre côté, les principales difficultés étaient bien spécifiques au secteur WASH. Cela suggère que, tandis que les praticiens de ce domaine comprennent correctement les facteurs externes nécessaires pour envisager l'option des transferts monétaires, ils n'adhèrent pas encore totalement à ces derniers en tant que modalité.



Photo: Sam Tarling/Oxfam

4 LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR SATISFAIRE LES BESOINS DE LOGEMENT D'URGENCE

De l'avis de tous les praticiens du logement interrogés, les transferts monétaires sont l'un des outils à envisager systématiquement dans les interventions dédiées au logement. L'absence de données quantitatives qui permettraient de confirmer ou d'infirmer ce ressenti est toutefois notable. Quelque 103 projets qui ont recours aux transferts monétaires sont répertoriés dans le Cash Atlas, dont voici une carte ci-dessous :

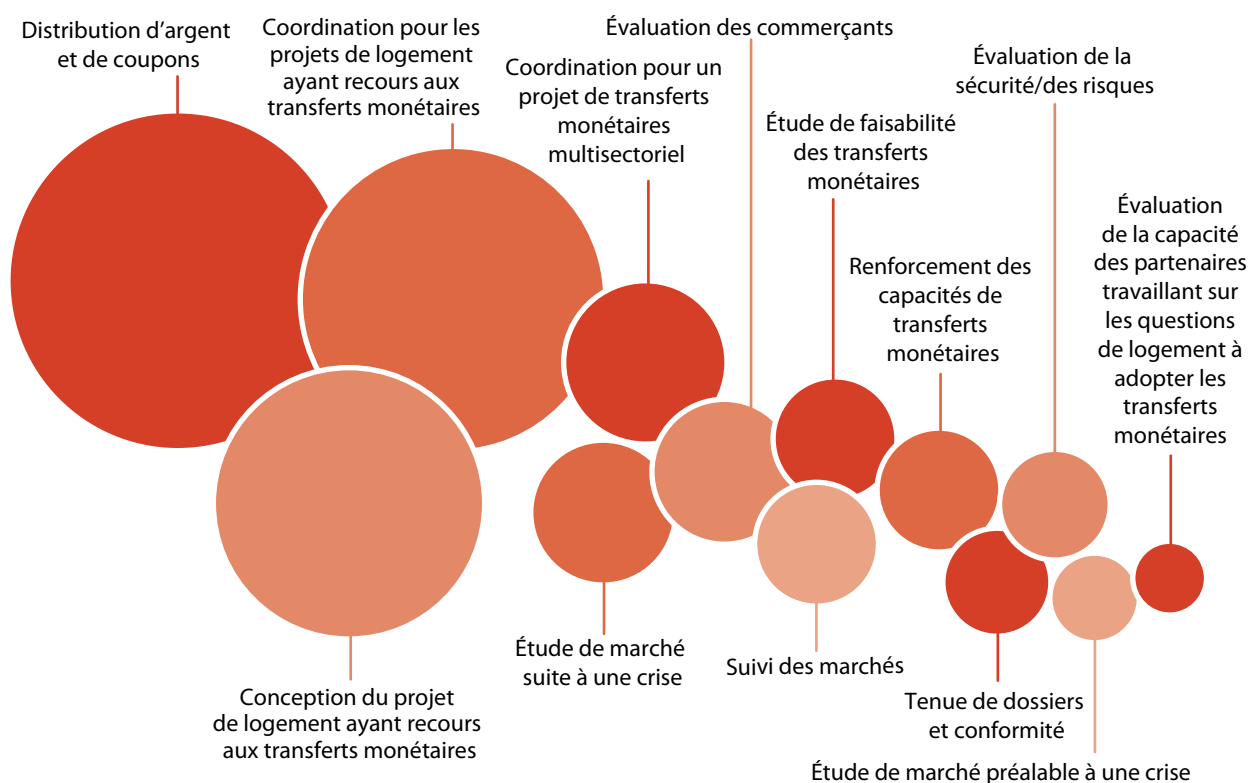


Graphique 4 : projets de transferts monétaires dans le domaine du logement, d'après le Cash Atlas du CaLP

Lors de la phase de collecte de données de l'étude, les personnes interrogées ont mentionné des exemples de projets liés au logement ayant recours aux transferts monétaires qui avaient été mis en œuvre en Jordanie, au Liban, en Afghanistan, au Bangladesh, au Sri Lanka, au Pakistan, au Népal, en Ingouchie, aux Philippines, en Indonésie, au Chili, en Haïti, au Belize, dans les territoires palestiniens occupés, en Bosnie et en Serbie.

Les praticiens du logement ont de l'expérience dans les treize activités listées liées aux transferts monétaires, notamment dans la distribution de subventions et de coupons pour le logement, dans la conception de projets en matière de logement et la coordination de ce type de projet faisant appel à des transferts monétaires. Le graphique ci-dessous présente la proportion de personnes ayant répondu au sondage en ligne ayant de l'expérience dans les différentes activités liées aux transferts monétaires. La taille du disque est proportionnelle au nombre de personnes ayant répondu qui étaient familières avec l'activité correspondante. Les plus nombreuses (19 personnes) étaient celles compétentes en réalisation de transferts monétaires pour des projets de logements d'urgence, et les moins nombreuses (4 personnes) étaient celles compétentes en évaluation des connaissances des partenaires en matière de transferts monétaires pour le logement.

D'après l'analyse du graphique, il apparaît que les praticiens du logement sont moins expérimentés que leurs collègues de l'eau, assainissement et hygiène en analyse de marché, mais qu'ils pourraient être mieux à même, dans l'ensemble, d'estimer la faisabilité des transferts monétaires. Effectivement, ils disposent d'une expérience cumulée relativement conséquente en ce qui concerne l'analyse de marché, l'évaluation des commerçants et les études de faisabilité.



Graphique 5 : expérience liée aux transferts monétaires parmi les praticiens du domaine du logement

D'après les entretiens, il apparaît que, plus que dans d'autres secteurs, les praticiens utilisent régulièrement des transferts monétaires associés à d'autres modalités, pour la construction ou la réhabilitation de logements.

Exemple issu du terrain : le recours à des transferts monétaires combinés à une aide en nature pour satisfaire les besoins de logements

Solidarités International en Afghanistan

Au lendemain d'un tremblement de terre qui a touché la province de Samangan en Afghanistan, en avril 2010, Solidarités International a lancé une intervention d'urgence dédiée au logement. Une maison standard a été conçue et un devis quantitatif a été réalisé à partir de là, en incluant la quantité de main-d'œuvre nécessaire et son coût. Les matériaux ont été fournis en nature par Solidarités International et les outils, par la communauté. En outre, une subvention conditionnelle en espèces a été directement distribuée par l'organisation aux bénéficiaires ciblés pour couvrir le coût de la main-d'œuvre engagée pour la construction des logements.

La FISCR au Bangladesh

Suite au passage du cyclone Sidr au Bangladesh, en 2007, la FISCR a lancé une intervention dédiée au logement. Pour la reconstruction des logements, l'organisation a effectué une distribution en nature, constituée de logements permanents standard et résistants aux catastrophes, et complétée par une subvention en espèces pour l'achat de matériaux supplémentaires, en vue d'agrandir la taille des habitations des bénéficiaires. Pour la réhabilitation des logements, la FISCR a accordé des subventions en espèces dans une optique de renforcement et de réparation.

Dans le secteur du logement, les transferts monétaires sont actuellement utilisés pour construire et remettre en état des logements, en tant que modalité unique ou associés à une aide en nature, comme indiqué ci-dessus. De plus, ces transferts peuvent être mis en œuvre pour couvrir le loyer et aider les familles hôtes dans les situations de déplacement de population.

Exemple issu du terrain : l'utilisation de transferts monétaires pour aider les familles hébergeant des personnes déplacées

La DDC en Indonésie

À Aceh, après le tsunami, la DDC a distribué des subventions à 7 000 familles qui accueillent des personnes déplacées à Banda Aceh et à Aceh Besar, sous forme de paiement unique d'une valeur de 900 000 roupies indonésiennes (environ 100 dollars américains) en avril et en mai 2005.

Les paiements ont été réalisés via une banque indonésienne et récupérés par les bénéficiaires à leur agence locale. Helvetas a mis en œuvre un projet similaire dans le district d'Ampara, au Sri Lanka. Plus de 4 000 bénéficiaires ont reçu deux versements d'environ 9 900 roupies sri lankaises (100 dollars américains). Cette subvention a été accordée sans conditions et la moitié des familles bénéficiaires ont partagé cette aide avec la famille hébergée. Les dépenses les plus courantes parmi les familles hôtes concernaient l'électricité et l'alimentation.

Ces projets ont apporté une aide indirecte à la population affectée hébergée chez des familles hôtes. L'hypothèse de départ était que, sans soutien, ces dernières n'accueilleraient pas la population affectée, qui nécessiterait alors une intervention directe en matière de logement.

4.1 RESENTI DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE, OBSTACLES ET FACTEURS HABILITANTS

4.1.1 Ressenti

Comme cela a été mentionné, pour la plupart des praticiens du logement interrogés, les transferts monétaires font déjà partie des outils habituels qu'ils peuvent utiliser pour satisfaire des besoins en logements. Bien que cela semble être le cas pour les organisations internationales, de nombreuses ONG et organisations locales basées dans les communautés perçoivent toujours les transferts monétaires comme un instrument novateur. De plus, il semble exister une différence de ressenti quant à la pertinence de ces transferts vis-à-vis des interventions lors de la première phase d'une situation d'urgence et lors de la phase de relèvement rapide. Il s'avèrerait que les transferts monétaires soient considérés comme un outil plus exceptionnel dans le cadre d'interventions lors de la première phase d'une situation d'urgence (par ex., la distribution de bâches pour constituer des logements d'urgence). Cela peut s'expliquer par les stocks physiques (ex., bâches en plastique) que de nombreuses organisations prépositionnent en situation d'urgence et par le point de vue des praticiens du logement, selon lequel la mise en œuvre des transferts monétaires peut nécessiter plus de temps que celle des interventions d'aide en nature.

Les praticiens du logement interrogés estiment que les transferts monétaires sont de plus en plus envisagés dans les interventions dédiées au logement. Plusieurs personnes interrogées ont évoqué que quelques représentants des transferts monétaires et les exigences des bailleurs de fonds sont responsables de cette tendance, ce qui suggère que, dans le secteur du logement, ces transferts sont fondés sur des décisions personnelles plutôt qu'une solide analyse de situation et d'interventions. Cette situation est susceptible d'évoluer dans un avenir proche. En effet, un plus grand nombre d'organisations disposent d'un/e conseiller/ère spécialement chargé-e des transferts monétaires et des marchés, en dehors du service de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance ; l'utilisation des transferts monétaires lors d'interventions dédiées au logement est de plus en plus documentée ; et les praticiens du logement contribuent au développement de directives relatives aux transferts monétaires.

Quant aux bailleurs de fonds, la politique générale de l'ECHO en matière de logement sera rédigée au cours de l'année et, bien que le contenu n'ait pas encore été fixé, les transferts monétaires compteront parmi les points abordés pendant le processus d'élaboration. Les directives proposées par l'USAID incluent l'utilisation des transferts monétaires pour répondre à des besoins en logements : « L'argent et les coupons peuvent être utilisés dans de nombreux secteurs de l'USAID/OFDA : des coupons pour des semences, dans le cadre d'une activité en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire ; des subventions pour que les habitants achètent les biens ménagers nécessaires, dans le cadre de l'assistance logistique et des articles d'aide ; des coupons pour l'achat de matériaux pour la construction de logements, dans le cadre du logement et de l'aménagement.¹⁰ »

¹⁰ USAID. *Guidelines for proposals*. p.179. 2012. Disponible sur : www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/guidelines_for_proposals_2012.pdf

Les directives *Shelter After Disaster*¹¹ rédigées par l'UNOCHA, qui « constituent pour les gouvernements, les coordinateurs et les responsables de la mise en œuvre un cadre de travail en matière de logement, d'aménagement et de reconstruction intégrés, à la suite de catastrophes naturelles », considèrent les transferts monétaires comme une option envisageable pour satisfaire des besoins en matière de logement.

À l'échelle du cluster mondial du logement, la stratégie ne mentionne pas précisément les transferts monétaires mais elle renvoie aux programmes novateurs. Étonnamment, ces transferts sont encore placés sous l'appellation « programmes novateurs » conformément à la stratégie du cluster mondial du logement bien que la plupart des praticiens du logement les considèrent comme un outil habituel.

4.1.2 Obstacles et principales difficultés

Le **risque de fraude** tel qu'il est perçu constitue la principale difficulté rencontrée par les praticiens du domaine du logement, selon les résultats de l'enquête en ligne et des entretiens avec des informateurs clés (voir le graphique ci-dessous). Le montant distribué aux bénéficiaires pour couvrir leurs besoins en logements est généralement plus élevé que dans d'autres secteurs et il est prévu pour une période de temps plus courte. Bien que les transferts monétaires puissent prendre la forme de subventions conditionnelles partagées en plusieurs versements, les craintes concernant la mauvaise utilisation ou le détournement de fonds sont plus prononcées. Quant au secteur WASH, le manque d'expérience pratique à la fois en analyse de marché et en transferts monétaires est considéré comme un plus grand problème que le manque de connaissances. Cependant, à l'inverse de leurs collègues du secteur WASH, les praticiens du secteur du logement sont plus limités par leur manque de compétences en analyse de marché que par leur manque d'expérience dans les transferts monétaires en eux-mêmes.

Dans le secteur du logement, les compétences en **analyse de marché** sont considérées comme relativement peu développées, alors que les systèmes de marché à analyser (tels que le système de marché locatif) sont complexes. C'est notamment le cas dans des contextes urbains où les modalités de type argent contre travail sont envisagées.

Exemple issu du terrain : argent contre loyer, ou les enseignements tirés de l'intervention du NRC en Syrie

Dans des contextes urbains en Jordanie, le Conseil norvégien pour les réfugiés a recours aux transferts monétaires pour couvrir les besoins en matière de logement de 4 000 foyers constitués de réfugiés syriens. Il a opté pour l'association des modalités suivantes : a) des subventions progressives conditionnelles destinées aux propriétaires de logements, à qui l'on demande de terminer les bâtiments ou pièces inachevés, et de loger (gratuitement) des réfugiés syriens pendant un an et demi ; et b) des transferts monétaires sans conditions destinés aux foyers constitués de réfugiés, pour couvrir le coût de l'emménagement et des meubles essentiels.

Le programme de subvention aux propriétaires s'est avéré réussi mais chronophage. L'extensibilité d'une telle approche est donc discutable.

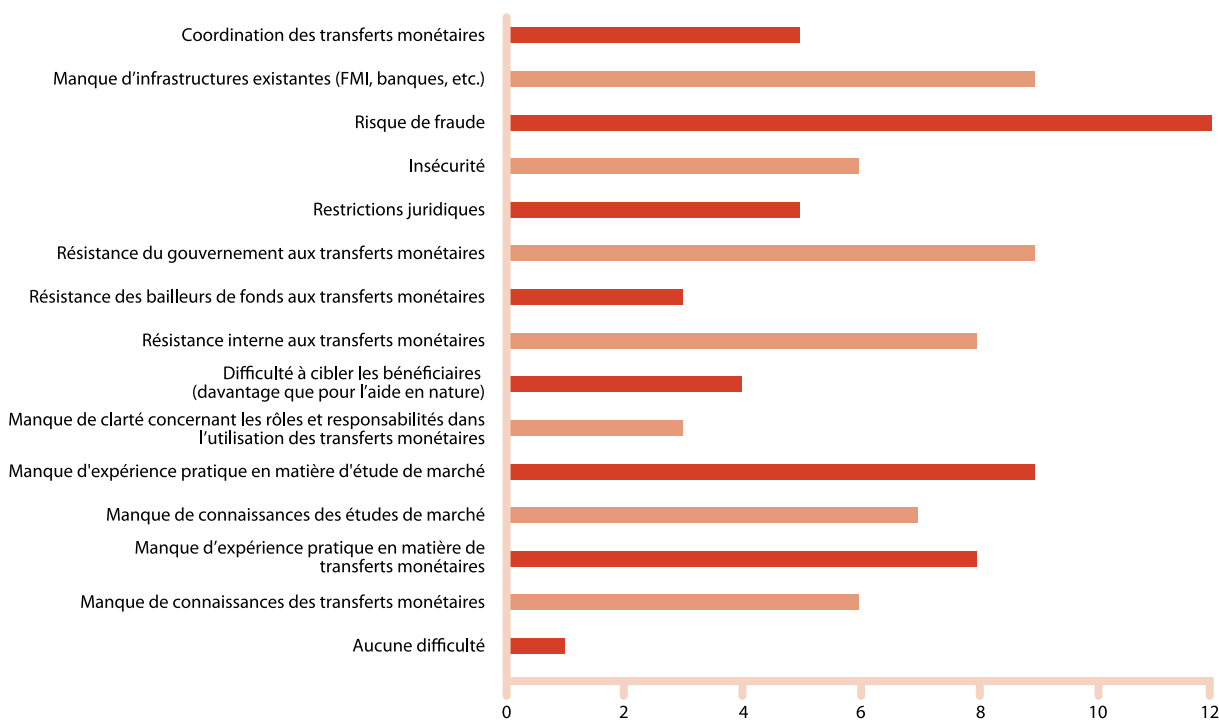
En Jordanie, le dispositif d'argent contre travail proposé aux réfugiés syriens semble avoir contribué à une inflation importante des loyers. Bien qu'il n'existe pas de fait probant concret et documenté à ce sujet, la communauté humanitaire en rapporte des témoignages fiables. Par ailleurs, le suivi du marché locatif local s'est avéré très difficile ; les tendances de prix y sont très localisées et la communauté humanitaire implantée dans le pays ne dispose pas systématiquement des outils nécessaires à l'analyse et au suivi d'une chaîne de marché aussi complexe.

Dans ce contexte urbain, il existait peu d'alternatives aux transferts monétaires, puisque la distribution d'une aide en nature n'était pas adaptée. Néanmoins, les transferts monétaires se sont révélés ardues, eux aussi, avec l'apparition de problèmes liés à la fois à la qualité et à la quantité au niveau du parc immobilier.

Un autre problème majeur rencontré par les praticiens du logement au moment d'envisager l'utilisation des transferts monétaires et de les mettre en œuvre est assez spécifique à ce secteur : **la résistance des gouvernements** à ces transferts. C'est notamment le cas dans le contexte de catastrophes naturelles telles que

¹¹ UNOCHA, *Shelter After Disaster*, disponible sur www.sheltercentre.org/sites/default/files/shelterafterdisasterguidelines2010_0.pdf

le tsunami de 2004 ou le typhon Haiyan, qui a touché les Philippines en 2013. Les gouvernements peuvent se montrer réticents à l'utilisation de transferts monétaires ou à l'autorisation de ceux-ci pour la reconstruction de logements, étant donné qu'ils souhaitent contrôler le choix du lieu de reconstruction. Par exemple, au Sri Lanka, les habitants dont les maisons se situaient dans les « zones tampons » définies par le Gouvernement étaient, à l'origine, exclus de l'aide sous forme de transferts monétaires ; les personnes les plus en difficulté étaient ainsi inéligibles à une aide¹². Les zones tampons sont celles proches de l'océan Indien, habitées avant le tsunami et désignées comme « tampons » pour empêcher les habitants d'y reconstruire, vu les risques. Le recours à des transferts monétaires pour satisfaire des besoins de construction de logements soulève des questions de régime foncier, de permis et de plans gouvernementaux pour l'occupation des terres. L'ensemble des interventions dédiées au logement, qu'elles soient mises en œuvre par le biais d'une aide en nature ou de transferts monétaires, soulèvent ces questions, mais le recours aux transferts place ces facteurs en dehors de la portée de l'intervention et du contrôle des acteurs humanitaires. De plus, les praticiens interrogés ont mentionné que, dans certains contextes, il est plus simple de travailler dans les limites du cadre de travail gouvernemental, dans le secteur de la sécurité alimentaire, étant donné que les organisations humanitaires sont en mesure de compter sur l'expérience des autorités en matière de filets de protection sociale. Les systèmes de protection sociale sont de plus en plus utilisés, notamment à grande échelle. Le recours à des programmes de protection sociale existants pourrait permettre de mener une intervention humanitaire plus rapide, plus efficace, mieux coordonnée et, par conséquent, plus rentable¹³.



Graphique 6 : difficultés majeures rencontrées par les praticiens du logement au moment d'envisager l'option des transferts monétaires

Des obstacles spécifiques supplémentaires ont été révélés grâce aux entretiens avec des informateurs clés dans le domaine du logement et à une zone de texte libre dans l'enquête en ligne.

¹² *Learning from cash responses to the tsunami*. HPG, Issue Paper 4, septembre 2006. Disponible sur : www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/4882.pdf

¹³ Sur ce thème : *Intensification des filets de protection sociale existants dans une optique d'intervention humanitaire*. CaLP, mars 2014. www.cashlearning.org/resources/library/434-les-programmes-de-transfert-montaire-sont-ils-pts-pour-lavenir---annexe-3-intensification-des-filets-de-protection-sociale-existants-dans-une-optique-d-intervention-humanitaire

Normes, qualité et sécurité en matière de construction

L'un des principaux obstacles propres au logement, qui a été mis en évidence par les praticiens du domaine lors de cette étude, était l'inquiétude selon laquelle l'utilisation des transferts monétaires pour parvenir à des réalisations en matière de logement nuirait à la qualité du logement ainsi obtenu. Tout comme dans le secteur WASH, les spécialistes ont consacré beaucoup de temps et d'efforts à fixer des normes pour la construction et la réhabilitation de logements dans le cadre de projets qui ont été mis en œuvre, jusqu'ici, par la distribution d'une aide en nature. L'utilisation de transferts monétaires remet potentiellement en cause ces normes ou, du moins, la définition que s'en font les praticiens.

Tout comme dans le secteur WASH, les personnes interrogées issues du domaine du logement ont eu des difficultés à accepter la possibilité suivante : les transferts monétaires peuvent impliquer que les communautés touchées par une catastrophe construiront ce qu'elles savent reproduire et ce qu'elles peuvent se permettre financièrement ; ces constructions ne seront pas obligatoirement les plus résistantes d'un point de vue technique. Les personnes interrogées ont également souligné l'incohérence entre le financement disponible et la qualité attendue pour les logements.

La question des normes et de la qualité n'est pas nécessairement liée à l'utilisation de transferts monétaires¹⁴ mais elle est mise en avant par la surveillance plus étroite sous laquelle sont placés les projets faisant intervenir des transferts monétaires.

Exemple issu du terrain : importation de plaques de tôle ondulée pour satisfaire les besoins en matière de logement aux Philippines

Lors de l'intervention suite au passage du typhon Haiyan aux Philippines, le cluster du logement a annoncé que 90 % des matériaux utilisés dans le cadre de l'aide humanitaire étaient achetés à l'échelle locale. Malgré des marchés bien intégrés, qui se relevaient peu de temps après la catastrophe, la FISCR a décidé d'importer quelques articles pour la construction, tels que des plaques de tôle ondulée. Ces plaques n'étaient pas disponibles au niveau local, même avant la catastrophe, étant donné qu'elles étaient d'une épaisseur peu utilisée dans le pays. Les raisons de l'importation et de la distribution de matériaux de construction en nature étaient la conformité à des normes et une qualité plus élevées, ainsi que l'aptitude à « mieux reconstruire ».

Une meilleure reconstruction et la généralisation de la réduction des risques de catastrophe

En lien avec la problématique des normes et de la qualité, le problème de l'incapacité à mieux reconstruire ou à généraliser la réduction des risques de catastrophe lors de l'utilisation de transferts monétaires a été évoqué par plusieurs des personnes interrogées. Ce ressenti a également été formalisé dans un manuel de la Banque mondiale : « Utilisez l'approche des transferts monétaires uniquement lorsque les dommages ne sont pas trop importants et qu'ils ne sont pas dus à un défaut de construction ou d'application du Code de la construction et de l'habitation¹⁵ ».

Si de l'argent est transféré aux habitants afin qu'ils reconstruisent leur propre logement, comment les organisations de mise en œuvre peuvent-elles s'assurer que le logement reconstruit résiste aux tremblements de terre ou aux inondations ? Ces questions sont importantes, mais ne doivent pas nécessairement exclure le recours aux transferts monétaires si ces derniers sont pertinents en d'autres façons¹⁶. La prise en compte des transferts monétaires modifie le rôle des organisations humanitaires, qui devient alors un rôle de soutien plus que de direction. Néanmoins, l'apport d'une assistance technique aux communautés pour la construction de leurs logements doit constituer une composante de projet centrale, que ce projet soit mis en œuvre par le biais de transferts monétaires ou d'une distribution d'aide en nature. Comme l'a indiqué l'un des spécialistes du secteur du logement interrogés, le fait de conseiller les foyers ciblés et de leur fournir une assistance technique pour la conception de logements résistants aux catastrophes, pour les relations avec les sous-traitants et pour l'approvisionnement en matériaux de construction fait partie intégrante d'une programmation de qualité. Cette

¹⁴ Par exemple, l'évaluation (Vaux, 2005) de l'intervention en réaction au tsunami par le DEC (Disasters Emergency Committee) a révélé que de nombreux logements temporaires, fournis en nature par les organisations humanitaires, avaient été construits par des sous-traitants dont le but premier était de réduire les coûts. Par conséquent, ces structures étaient de piètre qualité, dangereuses, mal situées et insalubres.

¹⁵ Banque mondiale. *Safer Homes, Stronger Communities A Handbook for Reconstructing after Natural Disasters*. 2010. p.95.

¹⁶ *Learning from cash responses to the tsunami*. HPG, Issue Paper 4, septembre 2006.

composante flexible d'une intervention dédiée au logement est indispensable à l'obtention de bons résultats et réalisations, quelle que soit la modalité utilisée.

Exemple issu du terrain : une meilleure reconstruction à l'aide de transferts monétaires

Catholic Relief Services aux Philippines

Au lendemain du passage du typhon Haiyan, Catholic Relief Services a mis en place une intervention dédiée au logement par le biais de transferts monétaires, d'abord sous forme de dispositif pilote avec 70 foyers puis, dans un second temps, en étendant cette intervention pour atteindre 12 000 foyers. Les bénéficiaires ont reçu des subventions afin de pouvoir acheter des matériaux pour le logement et engager des ouvriers. L'organisation a fait la promotion de techniques de construction résistantes aux catastrophes et a adopté une approche progressive selon laquelle les bénéficiaires ont dû prouver l'accomplissement de chaque phase dans le respect de ces techniques de construction, avant que le versement des tranches suivantes des transferts monétaires ne puisse être effectué.

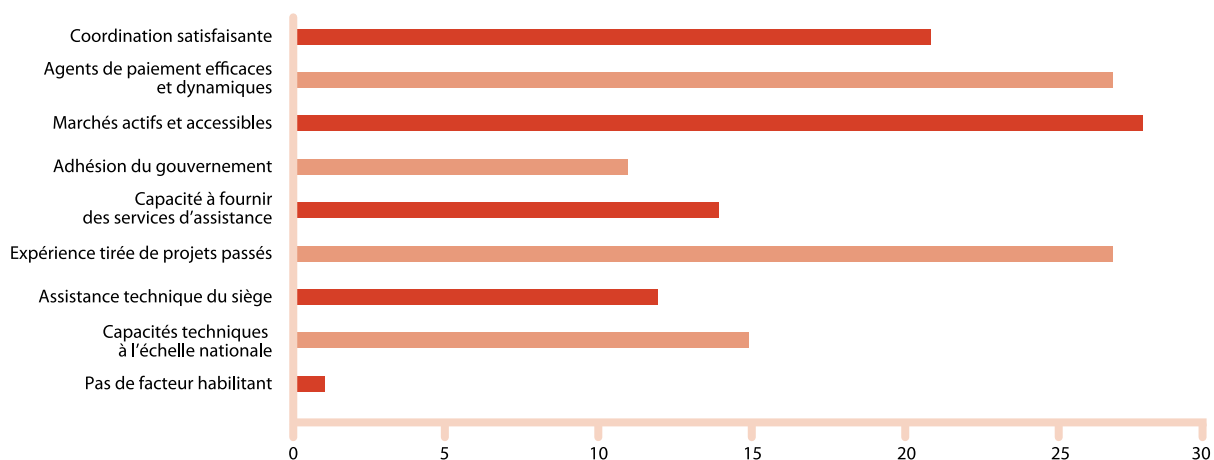
Le NRC en Afghanistan

Le Conseil norvégien pour les réfugiés a opté pour le même type de conditions en Afghanistan, où il utilise un modèle de groupe. Il distribue des subventions à des foyers distincts, pour la construction et la réparation de logements ; mais les bénéficiaires travaillent en groupe et la seconde subvention n'est versée que si la totalité du groupe a terminé le travail planifié dans le cadre du premier transfert. Le recours aux transferts monétaires a accru la qualité des constructions : en effet, l'équipe du logement a pu se consacrer davantage à guider les bénéficiaires en matière de bonnes pratiques au lieu de dédier du temps à superviser la livraison et la distribution de matériaux.

4.1.3 Facteurs habilitants et de succès

Les principaux facteurs de succès mis en exergue par les praticiens du logement sont externes plutôt qu'internes à l'organisation : des marchés fonctionnels, des agents de paiement efficaces et dynamiques, et une coordination satisfaisante. Ces facteurs nous en apprennent plus au sujet des connaissances des personnes interrogées travaillant dans le secteur du logement, concernant les conditions qui favorisent l'utilisation des transferts monétaires, qu'au sujet de facteurs de succès propres à chaque secteur.

De façon prévisible, l'un des principaux facteurs habilitants dans le secteur WASH était **l'expérience tirée de projets passés** (voir le graphique ci-dessous). La forte adhésion aux transferts monétaires par la communauté, des coûts logistiques réduits et un impact positif sur les marchés ont également été cités en tant que facteurs permettant l'utilisation de transferts monétaires lors d'interventions dédiées au logement.



Graphique 7 : principaux facteurs habilitants d'après les praticiens du logement, lorsqu'ils envisagent d'utiliser des transferts monétaires

Certains contextes rendent « obligatoire » l'utilisation des transferts monétaires. Par exemple, dans le cadre de l'intervention en Syrie, les acteurs humanitaires soutiennent un nombre élevé de réfugiés qui résident en zone urbaine ; de nombreuses organisations apportent une aide via des transferts monétaires et, généralement, les communautés acceptent ces derniers. Ces contextes offrent des possibilités de tester l'adoption de ces transferts pour satisfaire des besoins en logements de façon innovante (ex. : argent contre travail, argent contre construction de bâtiments).

Le logement est en général privilégié par la population cible, étant donné qu'il s'agit souvent de son actif le plus important. Il s'agit d'un facteur habilitant vu qu'il atténue l'inquiétude des praticiens du logement quant à la mauvaise utilisation potentielle de la subvention.



Photo: Steph Roberson/Oxfam

5 LES APPLICATIONS MULTISECTORIELLES DES TRANSFERTS MONÉTAIRES

5.1 TENDANCES COMMUNES AUX SECTEURS WASH ET DU LOGEMENT

Les secteurs WASH et du logement ont été étudiés séparément ci-dessus, mais ils présentent quelques tendances générales communes.

Du point de vue des personnes interrogées travaillant au siège de leur organisation, un débat arrive à point nommé : celui sur l'utilisation des transferts monétaires et, de façon plus générale, des programmes axés sur les marchés, dans les interventions dédiées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène ainsi qu'au logement. Ce débat doit avoir lieu maintenant, étant donné qu'il peut contribuer aux discussions continues concernant l'efficacité et la rentabilité de l'aide humanitaire, et la manière dont les organisations humanitaires font plus avec moins de ressources dans des pays déjà dotés de capacités et d'infrastructures, afin de dédier plus de ressources aux pays ayant des capacités plus restreintes.

Le secteur WASH et celui du logement ont consacré beaucoup de temps et de ressources à la réflexion sur **les spécificités et la conformité aux normes**. Le fait d'envisager le recours aux transferts monétaires est perçu par certains comme remettant en cause ce précédent travail et les certitudes des praticiens quant à la définition des programmes de qualité satisfaisante. De façon plus générale, les transferts monétaires remettent en question le rôle des professionnels des secteurs WASH et du logement, comme ce fut le cas pour ceux du secteur logistique, par exemple. Cette remise en cause des rôles traditionnels est survenue dans une moindre mesure au sein du secteur de la sécurité alimentaire, dans lequel les praticiens sont conscients de l'importance des marchés locaux depuis plus longtemps. La question essentielle, pour les praticiens, évolue de « En tant que spécialiste technique, quelle est la meilleure chose à faire, à mon avis, pour cette communauté affectée ? » à « Comment les membres de la communauté vont-ils définir les priorités pour dépenser leur subvention et qu'est-ce qui compte le plus pour eux, de leur point de vue ? ». L'aide humanitaire a été présentée pendant plusieurs années comme orientée vers les communautés et encourageant la propriété communautaire, mais l'adoption de transferts monétaires pousse ces deux concepts un peu plus loin. Par cette utilisation, les bénéficiaires ciblés sont autonomisés et peuvent prendre leurs propres décisions à l'étape de la mise en œuvre, puisque ce sont eux qui sélectionnent le contenu à distribuer. En optant pour l'aide en nature, l'appropriation par la communauté est principalement garantie à l'étape d'évaluation, au moment où les communautés expriment leurs besoins et opinions. L'organisation humanitaire se charge ensuite de l'approvisionnement et de la distribution de l'aide. Grâce à cette autonomisation, le modèle évolue pour les organisations humanitaires, d'une approche axée sur l'humanitaire à une approche axée sur la communauté tout au long du cycle de projet ; et les transferts monétaires encouragent ce changement.

Les praticiens s'inquiètent, en outre, **de l'opinion du public**, sachant qu'il semble plus difficile de communiquer au sujet des transferts monétaires. Les praticiens des secteurs WASH et du logement ne s'estiment pas encore assez confiants pour expliquer au grand public pourquoi ils envisagent d'utiliser ces transferts.

Il convient de réaliser **l'analyse du système de marché**, dans le cadre de l'analyse de situation visant à choisir entre transferts monétaires et modalités d'aide en nature. Cette bonne pratique d'analyse des systèmes de marché a toutefois été principalement déclenchée, via son application concrète, par une prise en compte croissante des transferts monétaires. Malgré l'augmentation du nombre croissant d'analyses de marché dans les secteurs WASH et du logement, dans la plupart des organisations interrogées, les compétences liées à ce type d'analyse restent encore principalement ancrées dans le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, et les différents outils d'analyse de marché sont encore perçus comme des outils de sécurité alimentaire. Cela soulève la question du besoin d'un renforcement des compétences et des capacités, mais aussi celle des outils adaptés, d'autant plus que les systèmes de marché à analyser, à la fois dans les secteurs WASH et du logement (système de marché de l'eau, système de marché locatif, etc.) sont souvent complexes. Il n'existe pas d'évaluation de l'adéquation des outils d'analyse de marché existants (ex. EMMA, MIFIRA, RAM/MAG) pour l'étude des systèmes de marché complexes tels que le système de marché locatif.

L'intervention et sa modalité de mise en œuvre sont élaborées à la suite de l'analyse de marché et d'autres évaluations intégrées à l'analyse de situation. Cette étape doit être guidée par les résultats des évaluations initiales. D'après les entretiens, il semble néanmoins que « l'instinct », le mandat de l'organisation et la zone de confort de l'équipe humanitaire motivent toujours en grande partie la conception des interventions. De plus, l'analyse du marché pourrait ne pas suffire à garantir que l'ensemble des modalités possibles sont étudiées, y compris les transferts monétaires.

Être en mesure de mettre en œuvre une aide en nature ou sous forme de transferts monétaires constitue une première étape, mais dans des contextes changeants, ces transferts peuvent devenir inadéquats lors de la mise en œuvre du projet. L'équipe du projet doit être capable de passer alors des transferts monétaires à une distribution en nature. Les personnes interrogées percevaient cela comme étant très complexe, en raison des différentes compétences requises, de la durée limitée de l'intervention et des contraintes des bailleurs de fonds. Il s'agit d'une difficulté susceptible d'être également rencontrée dans d'autres secteurs, comme celui des moyens de subsistance ou de la sécurité alimentaire.

Pour finir, les personnes interrogées membres d'ONG internationales estiment encore que les bailleurs de fonds sont **réticents à la prise de risques** et qu'ils hésitent donc à financer des projets au moyen de transferts monétaires. Ce fait n'est pas confirmé par les entretiens avec les bailleurs de fonds, selon lesquels ces derniers encouragent la présentation de propositions de projets WASH et de logement qui faisaient appel à des transferts monétaires lorsque ceux-ci sont adéquats. Les questions de réticence à prendre des risques et de conformité ne sont pas propres aux secteurs WASH et du logement, et les échanges à ce sujet doivent faire participer les services d'assistance¹⁷. Le manque de faits probants concernant les transferts monétaires dans ces secteurs et, en particulier, dans celui de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène constitue un obstacle de taille, qui pourrait être surmonté par des projets pilotes étendus par la suite en des initiatives à plus grande échelle. Ces projets pilotes seront probablement plus coûteux que d'autres types de projet. Jusqu'à ce que le nombre de faits probants s'accroisse, il est difficile d'illustrer pleinement les propositions d'activités de transferts monétaires dans ces secteurs.

5.2 PARALLÈLES AVEC LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES DANS LES SECTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DES MOYENS DE SUBSISTANCE

Au sein du secteur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, les transferts monétaires sont perçus comme un outil habituel permettant de satisfaire des besoins d'urgence et ils sont de plus en plus utilisés à grande échelle. Néanmoins, dans quelques contextes (ex. Afghanistan), alors que le nombre de projets de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance qui recourent aux transferts monétaires est plus élevé que le nombre de projets WASH ou de logement qui le font également, les transferts dans le premier secteur et dans celui du logement représentent des sommes équivalentes. Cela peut s'expliquer par le fait que les projets dans le secteur du logement sont généralement onéreux et qu'ils disposent donc de budgets plus conséquents que dans d'autres secteurs.

L'utilisation des transferts monétaires pour satisfaire des besoins de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance est aussi largement documentée. Une recherche du mot « moyens de subsistance » dans la bibliothèque du CaLP aboutit à 40 entrées et celle du terme « sécurité alimentaire » à 50 entrées, contre cinq pour le mot « eau » et environ dix pour « logement ». Un nombre élevé d'organisations met actuellement en œuvre des projets à la fois dans le domaine de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, le domaine WASH et/ou du logement, ce qui peut créer des possibilités d'enrichissement mutuel.

L'ensemble des personnes interrogées étaient d'accord sur le fait que le secteur WASH tout comme celui du logement devraient tirer profit de l'expérience en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance, pour ce qui a trait à la mise en œuvre et à l'institutionnalisation. Néanmoins, peu d'exemples concrets d'enrichissement mutuel ont été partagés lors des entretiens, et pour la plupart de ceux qui ont été repérés, les membres de l'équipe de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance ont réalisé toute analyse de

¹⁷ Pour plus d'informations à ce sujet, une session consacrée à la conformité et aux environnements dangereux s'est tenue lors de la dernière réunion du cluster mondial de la logistique. Cluster mondial de la logistique. *Note for the record*. Mai 2014. p.5. Disponible sur : http://logcluster.org/sites/default/files/gm_files/logistics_cluster_cash_markets_paris_nfr_190707.pdf

marché qui s'avérerait nécessaire. La terminologie et les outils du domaine des transferts monétaires sont souvent influencés par le point de vue des programmes de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance, ainsi que par le jargon correspondant, ce pourquoi les praticiens des secteurs WASH et du logement se sentent dans une certaine mesure exclus de ces échanges. Tandis que l'enrichissement mutuel doit être encouragé, il sera encore nécessaire de développer et de documenter des expériences spécifiques dans ces deux domaines. De plus, la majorité des spécialistes en transferts monétaires proviennent d'un domaine de l'activité humanitaire lié à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance, ce qui renforce l'influence de ce secteur lorsque des organisations tentent d'intégrer du personnel supplémentaire.

La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance pourraient amener d'autres secteurs à utiliser des transferts monétaires. Selon les personnes interrogées, l'enrichissement mutuel semble se produire plus fréquemment dans le cas de situations d'urgence importantes, à l'occasion desquelles des personnes de différents secteurs sont rassemblées dans le même pôle d'intervention.

5.3 LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR SATISFAIRE DES BESOINS MULTISECTORIELS

Utiliser des transferts monétaires pour répondre à un large éventail de besoins chez les bénéficiaires, et recourir à un transfert monétaire unique pour satisfaire simultanément différents besoins dans de multiples secteurs est une idée qui fait de plus en plus d'adeptes. Bien que cette flexibilité soit reconnue comme un avantage potentiel des transferts monétaires, il existe peu de documents et de données au sujet de leur utilisation multisectorielle¹⁸. Il est difficile d'estimer l'impact possible du recours aux transferts monétaires dans le cadre de besoins multisectoriels sur les secteurs WASH et du logement. Il est également difficile de déterminer si l'adoption des transferts monétaires pour satisfaire des besoins dans plusieurs secteurs se produira avant leur utilisation accrue dans les secteurs WASH et du logement, ou parallèlement à celle-ci. Quoi qu'il en soit, ces projets multisectoriels sont une opportunité sans pareille pour inciter à l'enrichissement mutuel et au partage d'expérience, entre les équipes de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance et d'autres équipes de projet concernées.

Les mécanismes de coordination ont également un impact sur la reconnaissance des transferts monétaires en tant qu'outil permettant de couvrir des besoins multisectoriels. D'après les personnes interrogées, lorsqu'il existe un groupe de travail actif sur les transferts monétaires (dans des pays tels que le Liban, la Jordanie ou l'Afghanistan), ces derniers semblent être moins considérés comme un outil dédié uniquement à la sécurité alimentaire. Cela peut être l'occasion pour ces transferts d'être pris en compte de façon plus systématique dans les secteurs WASH et du logement.

Étude de cas d'un pays : le recours aux transferts monétaires pour satisfaire de multiples besoins d'urgence au Bangladesh

Le Bangladesh est l'un des pays les plus exposés aux risques de catastrophe. Entre 2007 et 2009, deux cyclones ont frappé la zone littorale du pays, touchant des milliers de personnes. Les interventions en réaction au passage des cyclones Sidr et Aila ont mis l'accent sur la sécurité alimentaire, le logement, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; elles ont remodelé la façon dont la communauté humanitaire a apporté une aide aux communautés affectées. Pour ces deux interventions, la plupart des acteurs humanitaires, les agences onusiennes et le Gouvernement ont eu recours aux transferts monétaires. Au lieu d'une subvention unique couvrant plusieurs besoins, l'aide a été fournie au moyen de plusieurs subventions dédiées à différents besoins : le logement, la sécurité alimentaire et l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Voir l'annexe F pour l'intégralité de l'étude de cas.

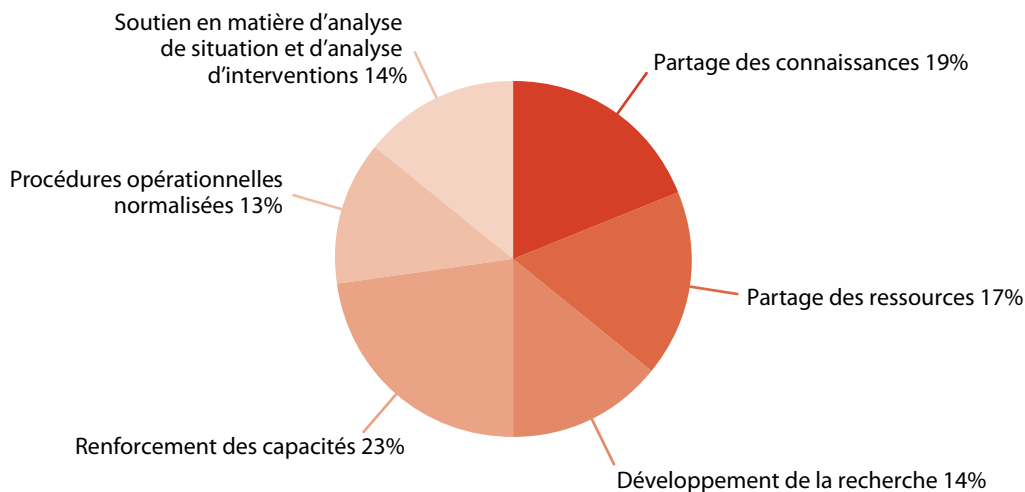
¹⁸ Pour de plus amples informations à ce sujet : *Cross-sector cash assistance for Syrian refugees and host communities in Lebanon: An IRC Programme*. CaLP, avril 2014. www.cashlearning.org/resources/library/410-cross-sector-cash-assistance-for-syrian-refugees-and-host-communities-in-lebanon-an-irc-programme

6 RECOMMANDATIONS

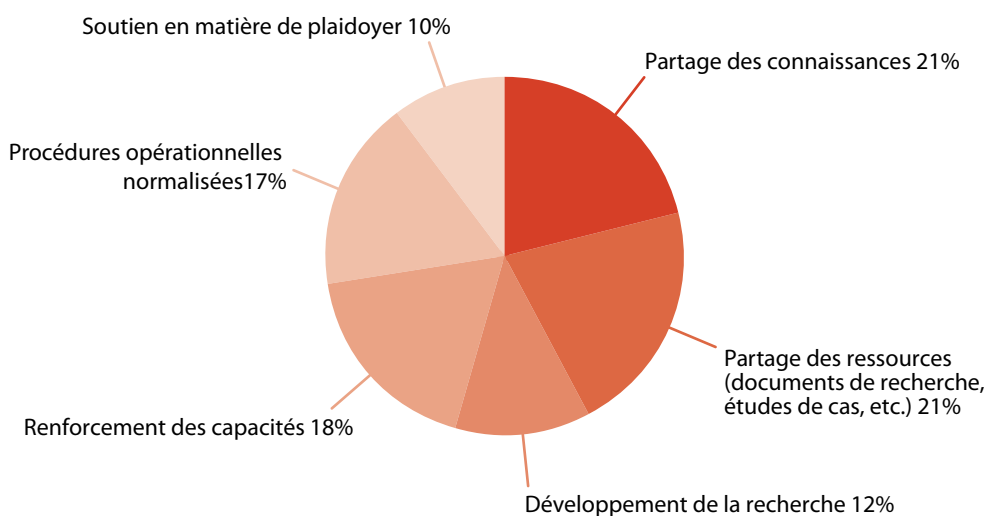
Dans l'enquête en ligne, on a demandé aux participants quel type de soutien ils souhaiteraient recevoir de la part de : a) leur organisation ; b) le cluster associé ; et c) le CaLP. Pour chacune des trois réponses, il était possible de choisir parmi onze options :

1. partage de connaissances ;
2. partage de ressources (documents de recherche, études de cas, etc.) ;
3. développement de la recherche ;
4. renforcement des capacités ;
5. élaboration de procédures opérationnelles normalisées ;
6. accord-cadre avec un prestataire de services financiers ;
7. soutien en matière d'analyse de situation et d'analyse d'interventions ;
8. analyse des risques et/ou conseil en matière de sécurité ;
9. soutien en matière de plaidoyer ;
10. je n'ai pas besoin de soutien.

Les résultats sont ci-dessous :



Graphique 8 : les six premières priorités en matière de soutien, d'après les praticiens WASH



Graphique 9 : les six premières priorités en matière de soutien, d'après les praticiens du logement

Parmi les six priorités des deux secteurs, cinq sont communes ; l'ordre des priorités est toutefois différent. Les praticiens du domaine WASH ont indiqué les priorités suivantes :

1. renforcement des capacités ;
2. partage de connaissances ;
3. partage de ressources ;
4. développement de la recherche ;
5. soutien en matière d'analyse de situation et d'analyse d'interventions ;
6. procédures opérationnelles normalisées.

Quant aux praticiens du domaine du logement, ils ont indiqué les priorités suivantes :

1. partage de connaissances ;
2. partage de ressources ;
3. renforcement des capacités ;
4. procédures opérationnelles normalisées ;
5. développement de la recherche ;
6. soutien en matière de plaidoyer.

Ces résultats confirment les conclusions de l'étude, le secteur du logement étant plus enclin à envisager l'option des transferts monétaires, bien qu'il nécessite encore des documents rapportant les expériences passées.

Concernant les acteurs auprès desquels ils chercheront un soutien, dans le cas des sept priorités évoquées dans les deux secteurs, les praticiens ont affirmé qu'ils se tourneraient d'abord vers le CaLP, puis vers le cluster et enfin, vers leur propre organisation. Ce résultat est complexe à analyser sans réaliser davantage de recherches et d'entretiens. Quelques hypothèses peuvent cependant être émises : a) le CaLP a forgé une marque de fabrique solide et il constitue un groupement de ressources reconnu dans le domaine des transferts monétaires¹⁹ ; b) soit les organisations n'ont pas encore les ressources et connaissances suffisantes pour apporter une aide dans ces domaines, ou sont perçues comme telles.

À partir de ces résultats et des entretiens, des recommandations ont été classées par ordre de priorité par les membres du groupe de référence.

¹⁹ Pour de plus amples informations sur ce thème : *A review of cash transfer programming and the Cash Learning Partnership (CaLP) 2005–2015 and beyond*. CaLP, juin 2014. Disponible sur : www.cashlearning.org/resources/library/430-a-review-of-cash-transfer-programming-and-the-cash-learning-partnership-calp-20052015-and-beyond

Analyser les programmes axés sur les marchés plutôt que les transferts monétaires

Il est nécessaire de promouvoir les programmes axés sur les marchés, et non les transferts monétaires, en tant qu'intervention standard. Ces transferts doivent uniquement faire partie de la boîte à outils habituelle des praticiens humanitaires de tous secteurs. Afin de faire comprendre ce message de plaidoyer, il convient d'explicitier la description de ce que sont et ne sont pas les programmes axés sur les marchés. Cela contribuerait également à démystifier les transferts monétaires et à les présenter pour ce qu'ils sont : une simple modalité de mise en œuvre qui peut être utilisée pour parvenir à diverses réalisations humanitaires. Comme l'a précisé une grande partie des personnes interrogées, sachant que la difficulté réside dans la compréhension des marchés, le fait d'appréhender correctement les systèmes de marché locaux peut mener à l'utilisation des transferts monétaires ou des modalités d'aide en nature, par le biais d'une intervention qui ne nuira pas aux marchés locaux, et qui ira même peut-être jusqu'à les renforcer. La compréhension des marchés permet, en outre, à l'équipe de mise en œuvre d'être flexible et d'envisager de passer d'une modalité de mise en œuvre à l'autre en cas de contexte changeant, en vue de garantir l'utilisation la plus adéquate. Vu que la priorité doit être accordée aux programmes qui tiennent compte des marchés au lieu des transferts monétaires en eux-mêmes, il convient d'inclure les praticiens des secteurs WASH et du logement dans les échanges sur le thème des marchés. Par exemple, très peu de praticiens WASH ont été conviés aux dernières activités mondiales en date sur les marchés, organisées en avril 2014 à New York.

Documenter l'usage actuel des transferts monétaires

Il faut documenter plus systématiquement les exemples illustrant les expériences et les partager massivement auprès des bailleurs de fonds, des agences onusiennes et des organisations de mise en œuvre. Il convient également de rassembler des faits probants au sujet des lieux et moments où l'option des transferts monétaires a fait la différence et a provoqué un impact sur la prestation de services WASH et de logement en contexte d'urgence.

Cela pourrait être l'occasion d'examiner les différents modèles ou modalités de transferts monétaires, ainsi que les types de programmes axés sur les marchés et les éléments qui se sont révélés les plus pertinents, efficaces et rentables dans plusieurs contextes différents.

Le Cash Atlas et la bibliothèque du CaLP constituent des plateformes très adaptées au partage de faits probants, à l'instar des sites web respectifs des clusters. La révision actuelle du site web du CaLP est aussi l'occasion de renforcer le rôle du consortium en tant que plateforme de partage de ressources, et de s'assurer que l'utilisation des transferts monétaires à la fois dans les secteurs WASH et du logement est clairement mentionnée, aussi bien dans la bibliothèque du CaLP que dans le Cash Atlas.

Élaborer un plan de renforcement des capacités

En raison de la nature du travail humanitaire, il est difficile de retenir et d'institutionnaliser les connaissances acquises au sein d'une organisation. On compte déjà quelques représentants des transferts monétaires (bien que peu nombreux) dans les secteurs WASH et du logement. Il y a matière à amélioration, dans le but de : a) les repérer et reconnaître leur compétence ; b) renforcer davantage leurs capacités ; et c) reproduire l'approche du projet Sphère en mettant en position certains représentants lors des premières semaines d'une situation d'urgence, afin de garantir que les questions liées au marché et aux transferts monétaires sont abordées. Les praticiens font preuve d'un net enthousiasme pour l'apprentissage par l'action au lieu de la formation « en salle de classe ». Une stratégie de formation pourrait être mise au point à l'échelle des organisations, pour inclure le conseil via des mentors, la formation par observation, l'étude du secteur privé, en plus de la consignation des expériences et enseignements liés au soutien aux marchés et au contrôle qualité. La formation du CaLP pourrait être révisée afin de garantir qu'elle est plus adaptée au domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi qu'à celui du logement. Par le passé, le cluster mondial du logement dispensait une formation d'une demi-journée sur les transferts monétaires, et si les membres du cluster en exprimaient le besoin, elle pourrait être à nouveau proposée. Les animateurs de cette formation ont mentionné que, dans l'idéal, cette formation devrait durer une journée complète au lieu d'une demi-journée seulement.

Unir nos forces pour établir des faits probants et créer des connaissances

Les organisations intéressées pourraient unir leurs forces afin d'instaurer un plan d'action pour l'adoption de programmes axés sur les marchés et de transferts monétaires, à la fois dans les secteurs WASH et du logement, potentiellement d'une manière spécifique au secteur étant donné que les étapes et les besoins seront différents. Elles pourraient tout d'abord rechercher des enseignements fondés sur l'expérience du secteur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance. Ce groupe d'organisations pourrait cartographier les projets susceptibles d'être mis en œuvre au cours des trois années à venir dans des contextes de crise chronique affectant des marchés fonctionnels. Puis, il pourrait adopter des mesures visant à se préparer à l'utilisation des transferts monétaires et à s'appuyer sur les marchés pour les composantes de projet liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, ainsi qu'au logement. Cela contribuerait à créer un recueil de connaissances et de faits probants au sujet du potentiel d'utilisation des transferts monétaires et des approches axées sur les marchés dans le but de satisfaire des besoins dans les secteurs WASH et du logement.

Intégrer les transferts monétaires et les marchés à l'ensemble de compétences standard

Les compétences liées aux transferts monétaires et aux marchés doivent peu à peu intégrer l'ensemble de compétences des praticiens des domaines WASH et du logement. Il convient de les inclure dans les descriptions de poste lors du recrutement de membres d'équipe et dans les objectifs de performance des membres actuels d'une équipe.

Recourir aux conseillers en transferts monétaires et en marchés, ainsi qu'aux coordinateurs de cluster ou à l'équipe d'assistance sur le terrain en tant que représentants dans ces deux domaines

Au sein des organisations de mise en œuvre, il est de plus en plus habituel de rencontrer des conseillers en transferts monétaires et en marchés, ou tout du moins, du personnel technique doté de certaines capacités et d'un certain mandat relatifs au conseil en transferts monétaires et en marchés. Ces personnes doivent faire avancer le programme et constituer des alliés fondamentaux pour l'adoption d'approches axées sur les marchés et de transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement. Rétrospectivement, ces conseillers en transferts monétaires et en marchés sont souvent issus du secteur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance ; si cette tendance se poursuit à court terme, ils devront opter pour une approche inclusive dans leur travail et impliquer systématiquement le service de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi que celui du logement dans l'ensemble des échanges au sujet des marchés et des transferts monétaires.

En outre, les organisations de mise en œuvre doivent constituer la première source de documents de soutien et d'orientation lorsque le recours aux marchés et aux transferts monétaires pour des interventions dédiées aux domaines WASH et du logement est envisagé. Cela accentuera l'institutionnalisation des transferts monétaires et des programmes axés sur les marchés. Cela n'est pas encore le cas ; pour le moment, la plupart des personnes comptent sur l'aide du CaLP.

Il est nécessaire d'encourager les coordinateurs de cluster à assumer un rôle clé, non pas forcément pour promouvoir l'utilisation des transferts monétaires (étant donné qu'il faut analyser la situation au cas par cas) mais pour s'assurer que les modalités liées sont considérées au moment de réaliser les évaluations des domaines WASH et du logement, et d'élaborer les stratégies. À l'échelle du cluster mondial WASH, les membres de l'équipe d'assistance sur le terrain pourraient endosser le même rôle, afin de rendre possible et d'adhérer à l'analyse de marché, et par là même aux transferts monétaires et/ou aux programmes axés sur les marchés.

Adapter les conseils et outils existants

En ce qui concerne les directives et la documentation, deux approches peuvent être adoptées en parallèle : l'ajout des perspectives WASH et du logement aux documents d'orientation existants en matière de transferts monétaires et de marchés ; et l'ajout d'approches axées sur les marchés et relatives aux transferts monétaires aux documents techniques des secteurs WASH et du logement. Il n'est pas obligatoirement nécessaire d'élaborer un nombre immense de documents ; d'après les résultats du sondage en ligne, les praticiens du secteur aussi bien que ceux du logement ont une connaissance correcte des conseils et outils existants concernant les marchés et les transferts monétaires. Il serait néanmoins judicieux de rendre ces documents plus adaptés aux

secteurs WASH et du logement (par ex., des annexes spécifiques à chaque secteur devraient être ajoutées aux documents d'orientation existants).

Quelques exemples ont été abordés lors des entretiens.

Les manuels suivants dans les domaines WASH et du logement pourraient intégrer les transferts monétaires et les approches axées sur les marchés :

- Évaluations de l'équipe d'assistance sur le terrain du cluster mondial WASH.
- Lignes directrices et manuel de l'UNICEF en matière de programmes.
- Manuel WASH d'ACF.
- Boîte à outils mondiale en matière de logement pour les membres de l'équipe de coordination du logement.
- Un outil similaire à celui d'évaluation rapide d'Oxfam en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance pour les premières 48 heures pourrait être mis au point pour les secteurs WASH et du logement, en y intégrant les marchés et les transferts monétaires.
- L'analyse et la correction des outils d'évaluation dans le domaine WASH sont actuellement effectuées par un membre de l'équipe d'évaluation rapide (RAT) du cluster mondial WASH (cette personne est accueillie au sein de CARE International). Cette analyse comprendra des questions et études centrées sur les marchés. Les membres des équipes WASH et du logement doivent être impliqués dans le processus d'élaboration.

Les documents d'orientation sur les transferts monétaires suivants doivent intégrer des points de vue liés aux domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et du logement.

- Procédures opérationnelles normalisées en matière de transferts monétaires et de marchés. La phase de suivi et d'évaluation des procédures opérationnelles normalisées sera essentielle, puisque la peur de la fraude était l'un des obstacles majeurs repérés par les praticiens WASH et du logement. Étant donné que les transferts monétaires ne sont qu'un outil, les indicateurs de processus utilisés dans le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance à l'occasion d'un recours aux transferts monétaires devraient être aisément reproductibles dans d'autres secteurs ; cela requiert toutefois l'adhésion des praticiens WASH et du logement à ces indicateurs.

Par ailleurs, il est nécessaire d'étudier le degré de pertinence des outils d'analyse de marché actuels à l'égard de systèmes de marchés complexes, tels que le marché locatif ou les systèmes de marché de l'eau.

S'assurer de la progression

La principale suggestion de ce rapport à l'égard du CaLP est que ce dernier ouvre la voie aux recommandations émises. Toutes les personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient trouvé cette étude pertinente. Cet intérêt doit être mis à profit pour créer une dynamique autour des programmes axés sur les marchés et de l'utilisation des transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement.

Nous recommandons également d'analyser les programmes axés sur les marchés dans leur ensemble plutôt que de mettre l'accent sur les transferts monétaires. Il s'agit d'un point d'entrée plus adéquat, en particulier lorsque l'on cible des praticiens WASH, et lorsque l'utilisation des transferts monétaires est intégrée aux programmes axés sur les marchés.

S'appuyer sur les bailleurs de fonds en tant qu'alliés du plaidoyer

Les bailleurs de fonds accueillent déjà avec enthousiasme l'idée d'opter pour des transferts monétaires et des approches axées sur les marchés en vue de répondre à des besoins dans les domaines WASH et du logement. De plus, l'ensemble des bailleurs de fonds interrogés ont exprimé un intérêt pour le soutien envers les recherches pertinentes et la mise à l'épreuve d'une approche axée sur les marchés. Les bailleurs pourraient donc être des alliés pour le plaidoyer dans le cadre de la sensibilisation du gouvernement à l'utilisation de transferts monétaires pour satisfaire des besoins des domaines WASH et du logement. Les gouvernements pourraient alors encourager les organisations de mise en œuvre à envisager l'option des transferts monétaires et des marchés.

Maintenir les transferts monétaires et les marchés au programme des plateformes de coordination

Les clusters WASH et du logement ont, à différents niveaux, des stratégies impliquant des réalisations et résultats spécifiques. Ces stratégies doivent être analysées afin de définir dans quelle réalisation stratégique il est possible d'inclure la prise en compte des programmes axés sur les marchés et des transferts monétaires. Cela contribuerait également à maintenir les transferts monétaires et les marchés au programme, parmi les clusters, et à s'assurer qu'ils sont régulièrement abordés dans les discussions. Dans les domaines où le système de cluster n'est pas actif, les plateformes de coordination doivent aussi inclure les programmes axés sur les marchés et les transferts monétaires dans leur programme.

Améliorer les liens entre les analyses de la situation et celles des interventions

Bien que cela soit quelque peu en-dehors du cadre de cette étude, l'une des recommandations finales est d'améliorer les liens entre les analyses de la situation et celles des interventions. À ce sujet, il pourrait être pertinent pour les consortiums et les projets relatifs à ce thème, tels que l'ERC (Emergency Response Capacity), d'élargir leur portée et de s'assurer d'inclure les praticiens des domaines WASH et du logement dans leurs processus de réflexion ²⁰.



Photo: Elizabeth Stevens/Oxfam America

²⁰ Le consortium travaillant sur le projet de l'ERC intitulé « Reinforcing Institutional Capacity for Timely Food Security Emergency Response to Slow Onset Crises at Scale » (Renforcement des capacités institutionnelles pour une intervention opportune en situation d'urgence liée à la sécurité alimentaire, lors de crises à évolution lente à grande échelle) comprend Oxfam GB, Save the Children UK et Concern Worldwide. Le but du projet est d'améliorer des interventions en temps opportun et pertinentes face à des crises prévisibles ou à évolution lente, par l'analyse de marché et des moyens de subsistance, ainsi que le développement d'un cadre de travail adapté au contexte, pour l'élaboration de plans de contingence, par le biais d'un cadre d'analyse de la situation et de l'intervention.

ANNEXES

ANNEXE A : BIBLIOGRAPHIE

Général

Cash and voucher in relief and recovery: Red Cross Red Crescent good practices.

Guide pratique du plaidoyer pour les programmes de transferts monétaires, CaLP.

Meta-evaluation of ACF Fresh Food Voucher Programmes. ACF, 2012.

Logement

A Review of the Cyclone Aila Response 2009: IFRC-led Emergency Shelter Coordination Group. FISCR, 2010.

Activity Form, Emergency Shelter Cash distribution. Solidarités International, Afghanistan, 2011.

Cash and Shelter: A 4 hours workshop on using Cash Transfer Programming for emergency and early recovery shelter. InterAction, 2012.

Cash for Shelter Program, Hurricane Richard 2010, Belize, Beneficiary Satisfaction & Impact Evaluation. American Red Cross, Scott DiPreto, février 2011.

Cash-Based Solutions in Shelter and Settlements, Case study. CRS, Indonésie, 2009.

Cash-for-shelter Pilot Findings : Typhoon Haiyan. CRS, Philippines, 2013.

Concept Note: Increased Housing Stock, An Integrated Host Community Shelter Project. NRC, Jordanie, 2014.

Findings from Rapid Assessment. NRC, Jordanie, 2014.

Learning from cash responses to the tsunami. Cash and Shelter, HPG, Lesley Adams et Paul Harvey, Issue Paper 4, septembre 2006.

Living secure from the open sky - The core shelter programme in Bangladesh. FISCR, YouTube, 2010.

Post Implementation evaluation report of WASH and rehabilitation (shelter) project in Mathbaria and Shyamnagar of Bangladesh. Cyclone Sidr and Aila

Post-Cyclone Sidr Family Shelter Construction in Bangladesh: Documentation of Plans and Processes. Shelter working group, Bangladesh, 2009.

Rebuilding lives with shelter grants, Case study. FISCR, Bangladesh, 2009.

Review of Development Partners' response to cyclone Aila. UNDP, Damien Riquet, 2012.

Safer Homes, Stronger Communities, A Handbook for Reconstructing after Natural Disasters. GFDRR, Banque mondiale, Abhas K. Jha & al., 2010.

Shelter after disaster. DFID, UNOCHA, Shelter Centre, 2010.

WASH

Analyse des marchés de l'eau et du traitement de l'eau à Uvira. Oxfam GB, RDC, février 2013.

Analyse et cartographie des marchés de l'accès à l'eau potable, aux produits de traitement de l'eau à domicile et aux latrines, Bukavu, RDC. Oxfam GB, mars 2013.

CaLP Case Study: Shop vouchers for hygiene kits in Port-au-Prince, Haiti. Oxfam GB, 2011.

CRS' Emergency Flooding Response in Benin, Projects SAVE & WASH: Saving Assets with Vouchers for Emergencies & Water And Sanitation for impacted Households.

EMMA Ethiopia, Water Trucking Market System in Harshin. Oxfam GB, février 2012.

EMMA: The Water Market System in the informal settlements of Mukuru Kwa Njenga and Mukuru Kwa Rueben in Nairobi. Ébauche, Oxfam, Kenya, juin 2013.

EMMA: Water Market System in Wajir - Kenya. Oxfam, septembre 2012.

Hygiene Kit, Market Assessment Report. Oxfam GB, Sonya Sagan, Philippines, 2014.

Lessons learned in WASH Response during Urban Flood Emergencies. Cluster mondial WASH, 2009.

Oxfam hygiene kit vouchers. Oxfam GB, présentation Powerpoint, Jordanie, 2014.

Risk analysis of water access via voucher. Cluster WASH pour la Somalie, 2011.

Urban WASH Lessons Learned from Post-Earthquake Response in Haiti, Haiti. Oxfam, 2011.

Using Market Baselines to Improve Preparedness in WASH. Oxfam, 2014.

Water Access by Voucher Guidelines. Cluster WASH pour la Somalie, 2011.

Water Market System in Balqa, Zarqa, & Informal Settlements of Amman & the Jordan Valley - Jordan. Oxfam GB, août-septembre 2013.

Water vouchers in Gaza, Evaluation Report. Oxfam, Territoires palestiniens occupés, 2013.

Women's WASH Platforms in Bangladesh and Cambodia. Oxfam, Karen Greene.

ANNEXE B : SURVEY MONKEY

Introduction

On envisage de plus en plus de satisfaire les besoins d'urgence liés à l'eau, l'assainissement et à l'hygiène, ainsi qu'au logement, par le biais de transferts monétaires, en optant pour des modalités et des structures de programme de plus en plus variées. Par ailleurs, les praticiens des domaines WASH et du logement mènent de plus en plus fréquemment des analyses de marché.

Néanmoins, il est encore nécessaire de comprendre : a) l'éventail d'exemples de programmes ; b) les obstacles à la prise en compte des transferts monétaires ; et c) les opportunités permettant de surmonter ces obstacles au sein de ces secteurs. Par conséquent, le CaLP a commandé une étude de cadrage sur les transferts monétaires d'urgence dans les secteurs WASH et du logement, avec le soutien financier de l'Agence suisse pour le développement et la coopération.

La présente étude sera utilisée pour repérer les thématiques des futurs débats, recherches, plaidoyers, études de cas, initiatives de renforcement des capacités ou autres activités suggérées qui sont liées aux transferts monétaires dans les programmes WASH, de logement et d'aménagement. Les résultats et recommandations de l'étude devraient cibler les mécanismes de coordination mondiaux, régionaux et nationaux, notamment les clusters, les bailleurs de fonds, les agences onusiennes, les organisations de mise en œuvre et le CaLP.

Cette enquête fait partie de l'étude car nous souhaiterions connaître vos avis sur le recours actuel aux transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement, sur les obstacles et les facteurs habilitants que vous ou votre organisation rencontrez, et sur vos recommandations à ce sujet.

L'enquête comprend treize questions et ne devrait pas prendre plus de vingt minutes. Étant donné que les secteurs WASH et du logement seront tous deux évalués, nous souhaiterions vous demander de remplir un questionnaire par secteur, ou uniquement pour le secteur que vous connaissez le mieux.

Pour poser toute question au sujet du sondage ou de l'étude, ou bien pour nous envoyer des documents qui, d'après vous, nous seraient utiles dans le cadre de ce travail, merci de nous contacter à l'adresse : helene@hjconsult.org

Merci beaucoup pour votre participation.

Hélène Juillard, Mainul Islam Opu et l'équipe du CaLP

Remarque : Les interventions ayant recours aux transferts monétaires peuvent prendre des aspects très variés. Aux fins de cette étude, le terme « transferts monétaires » fait référence aux modalités de transfert monétaire suivantes : a) subventions (conditionnelles ou sans conditions) ; b) argent contre travail ; et c) coupons pour l'achat de marchandises ou de services, ou coupons à valeur monétaire.

Contenu du sondage

- 1. Pour quel secteur répondez-vous à ce sondage ?**
WASH
Logement
- 2. Avec quelle organisation travaillez-vous régulièrement ?**
- 3. À quel endroit ?**
Sur le terrain
Centres régionaux
Siège
Autre
Précisez :
- 4. Quel est votre principal pays de travail ?**
- 5. Quel est votre principal secteur d'activité ?**
WASH
Logement
Moyens de subsistance et sécurité alimentaire
Gestion
Logistique
Finances
Autre
Précisez :

6. Dans quelles activités liées aux transferts monétaires et aux marchés avez-vous de l'expérience ? (plusieurs choix possibles)

- Établissement de données de référence et de préparation aux transferts monétaires sur un marché d'avant-crise
- Évaluation des marchés après une situation d'urgence
- Suivi des marchés
- Projets dans les domaines WASH/du logement, avec le recours à des données liées à la conception de transferts monétaires
- Évaluation des capacités des partenaires des secteurs WASH et du logement en matière de transferts monétaires
- Renforcement des capacités en matière de transferts monétaires pour les partenaires ou le personnel des secteurs WASH ou du logement
- Tenue de dossiers et conformité
- Évaluation de la sécurité ou des risques à l'égard de l'utilisation des transferts monétaires
- Évaluation de la faisabilité des transferts monétaires
- Distribution d'argent ou de coupons pour des projets des domaines WASH ou du logement
- Évaluation des fournisseurs engagés pour des transferts monétaires
- Coordination avec d'autres acteurs pour des projets dans les domaines WASH ou du logement ayant recours à des transferts monétaires
- Coordination avec d'autres acteurs pour des projets multisectoriels ayant recours à des transferts monétaires
- Autre
- Précisez :

7. Pouvez-vous donner plus de précisions concernant les transferts monétaires ou les programmes axés sur les marchés pour lesquels vous avez de l'expérience ?

(Logement ou WASH ? Argent ou marchandises ? Subvention ou coupons ? Distribution unique ? Pour un, deux, trois mois ou plus ? Soutien aux marchés : en nature, transferts monétaires, renforcement des capacités ? Agent de distribution : banque, bureau de poste, téléphone portable, etc. ? Activités parallèles, activités séparées, renforcement des capacités ? Etc.)

8. Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez lorsque vous optez pour des transferts monétaires dans ce secteur ? (plusieurs choix possibles)

- Je ne rencontre aucune difficulté
- Manque de connaissances en transferts monétaires
- Manque d'expérience pratique en transferts monétaires
- Manque de connaissances en analyse de marché
- Manque d'expérience pratique en analyse de marché
- Manque de compréhension concernant les rôles et responsabilités dans le cadre du recours aux transferts monétaires
- Difficulté de ciblage des bénéficiaires (plus que pour un projet d'aide en nature)
- Résistance interne aux transferts monétaires
- Résistance des bailleurs de fonds aux transferts monétaires
- Résistance des gouvernements aux transferts monétaires
- Contraintes juridiques
- Insécurité
- Risque de fraude
- Manque d'infrastructures existantes (FMI, banque, transferts monétaires par téléphone portable, etc.)
- Coordination des transferts monétaires
- Autre
- Précisez :

9. Quels sont les principaux facteurs habilitants que vous avez rencontrés lors de l'utilisation de transferts monétaires ?

- Il n'y avait pas de facteurs habilitants
- Capacités techniques à l'échelle nationale
- Soutien technique du siège de votre organisation
- Expérience issue d'un précédent projet
- Capacités du service d'assistance
- Adhésion des gouvernements
- Un marché dynamique et accessible
- Des modalités de transfert monétaire efficaces et dynamiques
- Une coordination adaptée
- Autre

10. Quel type de soutien souhaiteriez-vous obtenir de votre organisation quant au recours aux transferts monétaires pour des projets dans les domaines WASH ou du logement ? (plusieurs choix possibles)

- Sélectionnez au moins une réponse
- Je n'ai pas besoin d'aide de mon organisation
 - Partage de connaissances
 - Partage de ressources (document de recherche, étude de cas, etc.)
 - Développement de la recherche
 - Renforcement des capacités
 - Procédures opérationnelles normalisées
 - Intégration des transferts monétaires à la stratégie de l'organisation
 - Accord-cadre avec un prestataire de services
 - Soutien en matière d'analyse de situation et d'analyse d'interventions
 - Conseils en matière de risques/sécurité
 - Soutien en matière de plaidoyer
 - Autre
- Précisez :

11. Quel type de soutien souhaiteriez-vous obtenir, pour recourir aux transferts monétaires dans le cadre de projets dans les domaines WASH ou du logement, de la part du cluster correspondant ? (plusieurs choix possibles)

- Je n'ai pas besoin de soutien du cluster
- Partage de connaissances
 - Partage de ressources (document de recherche, étude de cas, etc.)
 - Développement de la recherche
 - Renforcement des capacités
 - Procédures opérationnelles normalisées
 - Intégration des transferts monétaires au cadre stratégique global (y compris en ce qui concerne les objectifs, les réalisations, etc.)
 - Accord-cadre avec un prestataire de services
 - Soutien en matière d'analyse de situation et d'analyse d'interventions
 - Conseils en matière de risques/sécurité
 - Soutien en matière de plaidoyer
 - Autre
- Précisez :

12. Quel type de soutien souhaiteriez-vous obtenir de la part du CaLP pour le recours aux transferts monétaires, dans le cadre de projets dans les domaines WASH ou du logement ? (plusieurs choix possibles)

- Je n'ai pas besoin de soutien du CaLP
- Partage de connaissances
 - Partage de ressources (document de recherche, étude de cas, etc.)
 - Développement de la recherche
 - Renforcement des capacités
 - Procédures opérationnelles normalisées
 - Accord-cadre avec un prestataire de services
 - Soutien en matière d'analyse de situation et d'analyse d'interventions
 - Conseils en matière de risques/sécurité
 - Soutien en matière de plaidoyer
 - Autre
- Précisez :

13. Quels outils ou conseils au sujet des transferts monétaires ou des marchés utilisez-vous ou mettez-vous déjà en pratique ?

14. Accepteriez-vous d'être contacté pour un entretien de suivi de 40 minutes ?

- Oui
- Non

15. Disposez-vous de documents portant sur l'utilisation de transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement (descriptif d'un projet, études de cas, enseignements tirés, comptes-rendus d'ateliers, etc.) ?

- Oui
- Non

Si oui, pourriez-vous partager le lien correspondant ou nous envoyer ces documents (à l'adresse helene@hjconsult.org) ?

Diffusion

Le lien vers le sondage sur Survey Monkey sera envoyé :

- via les DGroups associés au CaLP et à l'EMMA, à la fois en français et en anglais ;
- via la liste de diffusion de la newsletter du CaLP ;
- via le DGroup associé à la Pelican Initiative ;
- ainsi qu'à des individus ciblés (membres du groupe de référence et compris dans la liste des personnes interrogées).

ANNEXE C : LISTE DES INFORMATEURS CLÉS

	Nom	Poste	Organisation
WASH			
1	Jérôme Burlot	Conseiller WASH, Afrique de l'Est	ECHO
2	Daniel Clauss	Chargé des politiques générales	ECHO
3	William Carter	Chargé principal de l'équipe de l'eau, de l'assainissement et de la santé d'urgence (WatSan/EH)	FISCR
4	Andy Bastable	Responsable WASH, membre du conseil consultatif stratégique du cluster mondial WASH	Oxfam
5	Marion O'Reilly	Responsable de la promotion de la santé publique	Oxfam
6	Jenny Lamb	Conseillère en génie sanitaire, à l'échelle mondiale	Oxfam
7	Hilman Agung	Coordinateur régional WASH en Asie	Oxfam
8	Sonya Sagan	Responsable d'un programme de recherche et promotion concernant le lavage des mains	Oxfam
9	Eva Niederberger	Conseillère en promotion de la santé publique, Jordanie	Oxfam
10	Zulfiqar Ali	Chef d'équipe, promotion de la santé publique	Oxfam
11	N. Munguti Pennina	Coordinateur WASH, Somalie	Solidarités International
12	Karine Deniel	Coordnatrice du cluster WASH, membre de l'équipe d'intervention rapide	ACF/UNICEF
13	Tracy Wise	Coordnatrice du cluster WASH, membre de l'équipe d'intervention rapide	Care/UNICEF
14	Jean McCluskey	Spécialiste et conseillère dans le domaine WASH	Conseillère / OCHA
15	Guy Mbayo Kakumbi	Spécialiste en situations d'urgence, Asie	UNICEF
16	Kit Dyer	Spécialiste en situations d'urgence, Afrique de l'Est	UNICEF
17	Patrick Laurent	Coordinateur du cluster WASH, Somalie	UNICEF
18	Tom Wildman	Conseiller en eau, en assainissement et en hygiène	USAID/OFDA
Logement			
19	Seki Hirano	Conseiller technique principal, en charge des questions de logement et d'aménagement	CRS
20	Pablo Medina	Coordinateur du cluster du logement	FISCR
21	Graham Saunders	Responsable du logement et de l'aménagement	FISCR
22	Hilmi Mohammed	Coordinateur principal et spécialiste technique en logement et en aménagement	InterAction
23	Jake Zarins	Conseiller en matière de logement	NRC
24	Annika Hampso	Chef de projets dans le domaine du logement, Jordanie	NRC
25	Ivan Vuarambon	Spécialiste en logement	DDC
26	Tom Corselis	Directeur exécutif	Shelter Centre
27	Philippa Shala	Chef de projets dans le domaine du logement, Liban	Solidar Suisse
Domaines transversaux			
28	Megan Mcglinchy	Conseillère technique principale en charge de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance	CRS
29	Denis Heidebrock	Coordinateur thématique mondial dans les domaines WASH et du logement	ECHO
30	Roger Dean	Coordinateur de transferts monétaires et de coupons, Jordanie	NRC
31	Urayayi Gregory Mutsindikwa	Coordinateur	NRC
32	Rebecca Vince	Chargée de logistique pour les transferts monétaires et les marchés	PAM/cluster sur la logistique

ANNEXE D : QUESTIONNAIRE D'ENTRETIEN DES INFORMATEURS CLÉS

La durée prévue de l'entretien est de 40 à 50 min. Il débutera par une explication du but recherché et des droits des personnes interrogées, notamment en matière de confidentialité.

Résumé du contexte

Le but de l'étude est de comprendre : a) l'éventail d'exemples de programmes ; b) les obstacles à la prise en compte des transferts monétaires ; et c) les opportunités permettant de surmonter ces obstacles au sein de ces secteurs.

La présente étude sera utilisée pour repérer les thématiques des futurs débats, recherches, plaidoyers, études de cas, initiatives de renforcement des capacités ou autres activités suggérées qui sont liées aux transferts monétaires dans les programmes WASH, de logement et d'aménagement. Les résultats et recommandations de l'étude devraient cibler les mécanismes de coordination mondiaux, régionaux et nationaux, notamment les clusters, les bailleurs de fonds, les agences onusiennes, les organisations de mise en œuvre et le CaLP.

Méthodologie de l'étude : groupe de référence, KII, deux études de cas de pays comprenant des entretiens à tous les niveaux (y compris avec des bénéficiaires).

Introduction

Nom de la personne interrogée : Organisation :

Poste : Secteur
(WASH/logement/assistance/sécurité alimentaire/multiples) :

Entretien dans le domaine WASH et/ou du logement :

Utilisation des transferts monétaires / ressenti à ce sujet :

1. Dans le(s) pays où vous avez travaillé, votre organisation réalisait-elle déjà des transferts monétaires pour satisfaire des besoins dans les domaines WASH ou du logement ? Si oui, pouvez-vous nous décrire brièvement l'éventail de programmes concernés et leur portée ?
2. Si oui, pourquoi avez-vous choisi de mettre en œuvre ce projet dédié au logement ou à l'eau, l'hygiène et l'assainissement par le biais des transferts monétaires ? Facteurs étudiés avant l'utilisation des transferts monétaires (efficacité par rapport aux coûts, étude de marché, etc.)
3. Si oui, quels étaient les principaux facteurs habilitants ou de succès ?
4. Quels étaient les obstacles majeurs que vous avez rencontrés au moment d'envisager l'option des transferts monétaires ou au moment de les réaliser, dans le but de répondre aux besoins des domaines WASH ou du logement ? Les obstacles peuvent être différents d'un contexte à l'autre
5. De votre point de vue, quelles sont les principales différences entre l'utilisation de transferts monétaires pour réaliser des projets relatifs à la sécurité alimentaire, et celle pour des projets relatifs au logement ou à l'eau, l'hygiène et l'assainissement ? Et du point de vue des bénéficiaires ?
6. Comment l'utilisation des transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement (et potentiellement de manière multisectorielle) affecte-elle votre travail/secteur/pays/organisation/région ?

Aide nécessaire

7. Quel(le) changement/action/réforme/investissement est selon vous nécessaire au sein du secteur humanitaire afin de transformer les transferts monétaires habituels en une intervention portant sur les besoins WASH ou de logement, et de les réaliser de manière satisfaisante ? En matière de finances, de recherche et de faits probants, de plaidoyer, d'institutions, de capacités, d'attitude et de ressenti, de systèmes et de gestion, ou de coordination
8. Quel type de soutien attendez-vous de la part de votre organisation à ce sujet ? Et du cluster WASH ou du logement à l'échelle nationale, régionale ou mondiale ? Et du CaLP ?

Documents disponibles

9. Avez-vous tiré des enseignements, ou disposez-vous de recommandations ayant été élaborées à partir de l'expérience vécue dans le domaine des transferts monétaires dans votre secteur ? (uniquement s'ils sont relatifs aux domaines WASH ou du logement)

Utilisation potentielle de l'étude

10. De votre point de vue, dans quelle mesure cette étude est-elle pertinente ? Quel usage comptez-vous en faire ?

11. Vous attendiez-vous à d'autres questions de ma part lors de cet entretien ?

ANNEXE E : ÉTUDE DE CAS D'UN PAYS : LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES PAR OXFAM POUR SATISFAIRE DES BESOINS WASH D'URGENCE EN JORDANIE

Contexte général

Fin 2013, pour intervenir face à la crise en Syrie, Oxfam a lancé un projet visant à satisfaire des besoins d'urgence liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène en Jordanie. Au stade de l'évaluation, on comptait 540 000 réfugiés en Jordanie, dont 75 % vivaient dans des communautés hôtes disséminées à travers le pays, dans des logements en location ou dans des campements informels. L'afflux de réfugiés a engendré une pression accrue sur les infrastructures et la prestation de services, ainsi que l'exacerbation des tensions avec les communautés hôtes jordaniennes.

Dans les zones urbaines des gouvernorats de Balqa et Zarqa, dans le nord de la Jordanie, la majorité de la population vivant dans des logements en location bénéficie d'une connexion au réseau d'eau public et à des infrastructures d'assainissement. L'approvisionnement en eau est néanmoins rationné et réalisé selon un calendrier défini suivant la saison. En été, la distribution a parfois lieu uniquement tous les dix jours, et en hiver, jusqu'à quatre fois par semaine. La quantité d'eau obtenue de cette source dépend donc en grande partie des capacités de stockage de l'eau et de la pression de celle-ci dans les foyers. La pénurie d'eau est estimée



Photo: Pablo Tosco/Oxfam

à une moyenne de 16 litres d'eau par personne et par jour. Les habitants se tournent vers une source d'eau alternative ; ils en achètent auprès de camions citernes ou fournisseurs privés, qui demandent un prix 20 à 46 fois plus élevé que celui du réseau d'eau public. Par conséquent, les personnes résidant dans des logements en location dépensent entre 15 et 80 dinars jordaniens (110 dollars américains) par mois pour de l'eau, à des fins alimentaires ou autres, ce qui représente une part importante des dépenses de leur ménage (entre 10 et 33 %).

La demande en eau du secteur privé croît radicalement pendant les mois les plus chauds de l'année. À cette période, la demande en eau augmente et l'approvisionnement à partir des réseaux publics d'eau courante diminue, à la fois quant à la fréquence de distribution et à la quantité totale distribuée.

Dans les campements informels de la vallée du Jourdain, ainsi que de l'est et du sud d'Amman, les ouvriers migrants (travaillant dans des usines et sur des terres agricoles) accèdent à l'eau grâce à des puits présents sur place ou des réservoirs de retenue mis à disposition par leur employeur ou le propriétaire de leur logement. Cette eau est de piètre qualité et en quantité insuffisante. En guise d'approvisionnement alternatif, ces ouvriers comptent sur des camions citernes privés, et parfois sur des petits commerces et des supermarchés. Dans ces campements, la consommation d'eau estimée pour tous les usages est de 25 à 50 litres/personne/jour. Cette faible quantité amène les habitants à se laver beaucoup moins, ce qui accroît le risque d'infections cutanées.

Quelles actions ont déjà été menées ?

Oxfam a réalisé une évaluation EMMA portant sur les systèmes de marché de l'eau et des kits d'hygiène dans les gouvernorats de Balqa et de Zarqa, de même que dans les campements informels d'Amman et de la vallée du Jourdain. Cette étude a permis à l'organisation de concevoir une intervention qui tient compte des marchés, réduisant ainsi le risque de distordre le marché existant ou de nuire aux affaires des camions citernes qui opèrent habituellement dans les zones d'intervention. L'intervention d'Oxfam en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène couvre 3 000 foyers. Elle a débuté en mai 2014 et à l'origine, elle était prévue jusqu'en mars 2015 mais au moment de la réalisation de cette étude, des discussions étaient en cours pour repousser cette date.

Quant aux articles d'hygiène, Oxfam a débuté par des distributions en nature, mais elle a ensuite opté pour des coupons. Pour ce faire, les activités suivantes ont été mises en place :

- sélection de onze commerçants (cinq à l'origine) conformément à une liste de critères (distance depuis le lieu de résidence des bénéficiaires, disponibilité des biens et capacité à se réapprovisionner, prix et qualité des biens) recoupée avec la liste de commerçants émise par le PAM ;
- visite chez chaque commerçant et évaluation du commerce, en tenant compte du fait que chaque site de programme doit compter plusieurs commerçants en vue de proposer des choix multiples aux bénéficiaires et de garantir la disponibilité des biens pour chaque bénéficiaire ;
- définition des articles d'hygiène essentiels avec les bénéficiaires et les commerçants ;
- formation des commerçants au sujet de : la manière de reconnaître des coupons « authentiques », les données à conserver (telles que le nombre de biens vendus via le programme de coupons et les prix), le processus de paiement, etc. ;
- mise en place d'une hotline pour les plaintes des bénéficiaires ou la communication d'informations par les commerçants ;
- réalisation de sessions de démonstration pour les bénéficiaires (précisions concernant le système de coupons pour l'hygiène, la situation des commerces, le droit de plainte et de commentaire, la sensibilisation à l'hygiène) ;
- distribution de coupons à valeur monétaire de 15 dinars jordaniens (21 dollars américains) par bénéficiaire ;
- invitation d'un groupe échantillon de bénéficiaires au service de redevabilité afin de recueillir immédiatement des commentaires ;
- distribution de brochures contenant des données spécifiques aux bénéficiaires.

Afin de satisfaire les besoins en eau, Oxfam a mis au point les activités suivantes.

- Rédaction de directives consacrées aux coupons pour l'achat d'eau, en indiquant notamment les critères de sélection pour l'eau filtrée en bouteille, les commerces, le suivi et la distribution. Création de critères de sélection majeurs pour repérer les fournisseurs en eau potable adéquats, d'après la qualité de l'eau, le prix, les aptitudes du commerçant, le lieu et les commentaires des bénéficiaires.
- Cartographie des fournisseurs en eau et contrôles surprises qui mènent à la signature d'accords avec cinq commerçants différents dans trois zones urbaines (Ain Al Basha, Baqaa, Salt).
- Distributions au niveau local, dans des organisations communautaires, en soulignant lors de chaque session de démonstration le lancement du système de coupons pour l'achat d'eau et la nécessité d'un stockage sécurisé pour l'eau. Chaque famille bénéficiaire a reçu un carnet de 15 coupons pour l'achat d'eau valables pendant un mois et demi, avec pour objectif de fournir 2 litres/personne/jour. Remarque : le système de coupons pour l'achat d'eau s'est appuyé sur un système existant de carnet de coupons dont les exploitants des sociétés d'approvisionnement en eau font la promotion.
- Distributions de filtres à eau et de réservoirs pour accroître la capacité de stockage à l'échelle des foyers et donc, l'aptitude à conserver l'eau publique, moins onéreuse. Cette mesure était également conçue en tant que stratégie de sortie associée aux coupons pour l'achat d'eau et en tant que solution à plus long terme pour l'accès à l'eau potable salubre.
- Invitation des bénéficiaires, pour recueillir immédiatement des commentaires au sujet de l'eau potable.
- Distribution de brochures d'information sur les coupons pour l'achat d'eau, des numéros de téléphone et la durée de validité des coupons.

Afin de s'assurer du suivi et de l'évaluation du projet, Oxfam a mis en place une hotline en vue de recevoir et de traiter à la fois les plaintes des bénéficiaires et des commerçants. Un suivi post-distribution qui comprenait une enquête de satisfaction a été réalisé à l'échelle des foyers trois semaines après chaque distribution de coupons. Le suivi des prix était effectué tous les deux mois auprès des commerçants, qu'ils soient partenaires avec Oxfam ou non. En outre, l'organisation a rendu des visites régulières aux commerces qui prenaient part au dispositif de coupons.

Quels enseignements a-t-on tiré de l'utilisation des transferts monétaires pour satisfaire les besoins WASH ?

Dans le cas de distributions en nature sous forme de kits d'hygiène, les bénéficiaires n'étaient pas toujours satisfaits du contenu :

- ils souhaitaient qu'il y ait des articles supplémentaires dans le kit, tels que des couches pour bébé, or il était impossible d'inclure ces dernières dans le kit en nature parce que toutes les familles n'en avaient pas besoin et que la taille des couches nécessaires variait d'une famille à l'autre ;
- les bénéficiaires nécessitaient aussi différentes quantités pour certains articles ;
- certains bénéficiaires n'étaient pas satisfaits de la qualité de quelques produits (par exemple, le savon, dont ils n'appréciaient pas l'odeur).

Le recours à des coupons pour l'hygiène remédiait aux difficultés mentionnées ci-dessus et conférait aux bénéficiaires une flexibilité et une liberté qui leur permettaient de choisir le contenu du kit. De plus, la distribution de coupons est plus efficace par rapports aux coûts dans ce contexte, puisqu'en moyenne, le prix de chaque kit était réduit de 3 dinars jordaniens (4,2 dollars américains). L'option des coupons a également fait gagner du temps à l'équipe d'Oxfam, qui devait auparavant acheter les articles des kits, préparer ceux-ci et contrôler leur contenu. Les commerçants ont également exprimé leur satisfaction quant au système de coupons et l'on estime que le projet a permis à chacun d'entre eux d'accroître son revenu mensuel de 8 000 dinars jordaniens (11 000 dollars américains).

Les bénéficiaires ont aussi fait part de leur satisfaction au sujet des coupons pour l'achat d'eau, non pas nécessairement en ce qui concerne l'amélioration de leur accès à l'eau mais plutôt quant aux économies réalisées lors de l'achat d'eau. Ils n'avaient pas besoin de s'en procurer une grande quantité, ce pourquoi ils ont pu épargner et dédier cet argent au paiement de leur loyer.

Au début du projet, les bénéficiaires ont tenté d'acheter des articles non autorisés grâce au coupon pour l'hygiène, notamment des articles alimentaires (la plupart des commerçants vendaient à la fois des articles alimentaires et non alimentaires). Les articles alimentaires réglés à l'aide des coupons d'Oxfam ont également été exclus des offres spéciales des commerces.

Malgré la présence de signes de sécurité sur les coupons et l'explication de ces premiers aux commerçants, certains n'en ont pas vérifié l'authenticité.

Oxfam a résolu ces problèmes au fil du déroulement du projet, en grande partie grâce à une communication et à une sensibilisation renforcées auprès des commerçants et des bénéficiaires. La hotline s'est avérée être un avantage de taille pour recevoir les plaintes et être en mesure de les traiter.

Au premier abord, il était difficile de trouver des commerces partenaires qui remplissaient les critères d'Oxfam et qui se situaient à une distance raisonnable du logement des bénéficiaires. Le projet a commencé avec cinq commerces partenaires pour passer progressivement à onze, développant ainsi l'étendue du réseau et réduisant la distance jusqu'aux foyers.

Enfin, malgré les outils de suivi et d'évaluation en place, il a été difficile pour l'équipe d'Oxfam de contrôler la relation entre commerçants et bénéficiaires. Plusieurs plaintes ont été reçues tant des commerçants que des bénéficiaires, concernant le comportement de l'autre partie. Afin de surmonter cette difficulté, Oxfam a inclus dans son projet une composante psychosociale destinée aux bénéficiaires et elle a renforcé ses actions de sensibilisation auprès des commerçants.

Quelles sont les recommandations pour aller de l'avant ?

- Augmenter le nombre d'articles pouvant être achetés avec des coupons, pour élargir le choix des bénéficiaires.
- Distribuer un carnet de coupons valables de trois à six mois plutôt que d'organiser une distribution mensuelle de coupons.
- Consacrer suffisamment de temps et d'efforts à la formation des commerçants concernant l'utilisation et les signes de sécurité des coupons.
- Les bénéficiaires préfèrent les coupons à l'aide en nature, mais également l'argent aux coupons parce qu'il leur offre plus de choix. Dans le contexte jordanien, pour le moment, il n'est toutefois pas possible d'envisager l'option des subventions en raison de restrictions gouvernementales.

ANNEXE F : ÉTUDE DE CAS D'UN PAYS : LE RECOURS AUX TRANSFERTS MONÉTAIRES POUR SATISFAIRE LES BESOINS D'URGENCE DANS LES DOMAINES DU WASH ET DU LOGEMENT AU BANGLADESH

Le Bangladesh est l'un des pays les plus exposés aux risques de catastrophe. Entre 2007 et 2009, deux cyclones ont frappé les zones littorales bangladaises, touchant des centaines de milliers de personnes. Les interventions suivant le passage des cyclones Sidr et Aila ont mis l'accent sur la sécurité alimentaire, le logement, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; elles ont remodelé la façon dont la communauté humanitaire apporte une aide aux communautés affectées.

Ces dernières années, les modalités d'intervention humanitaire au Bangladesh, auparavant axées sur la distribution, ont connu une transition importante vers une approche centrée sur la communauté. Les transferts monétaires sont considérés comme une modalité d'intervention au Bangladesh depuis la fin des années 1990. Au début de cette décennie, avec le soutien du PNUD et du PAM, le Gouvernement bangladais a adopté l'approche de la nourriture contre travail pour construire la digue de la zone littorale, mais à la fin, cette approche a été remplacée par l'argent contre travail. Cela a posé les fondements du recours aux transferts monétaires à grande échelle dans ce pays. Au départ, ils ont été utilisés pour des projets axés sur le développement avant d'être envisagés, ces dernières années, pour des interventions humanitaires. D'après plusieurs praticiens humanitaires interrogés, la mise en œuvre de ces transferts dans le cadre d'interventions humanitaires s'intensifie mais ils n'ont jamais été désignés officiellement par l'appellation « transferts monétaires ».

L'utilisation de transferts monétaires pour satisfaire les besoins WASH d'urgence

Le Gouvernement bangladais mène une politique de distribution de subventions immédiates sans conditions pour couvrir les besoins en logements au lendemain de toute catastrophe majeure. Cette subvention est habituelle, qu'elle concerne la construction ou la réhabilitation de logements. Le Gouvernement est censé déboursier cette subvention dans les trois premiers mois suivant l'impact de la catastrophe. Le nombre de bénéficiaires et la quantité d'argent sont décidés à la suite d'une évaluation rapide effectuée par les autorités gouvernementales locales. Selon l'échelle de la catastrophe, le nombre de personnes affectées et les ressources disponibles, le montant à recevoir en espèces à l'échelle du foyer peut diminuer ou augmenter. Les entretiens avec quelques représentants du Gouvernement local (membres d'une circonscription électorale au sein d'une assemblée « Union Parishad ») ont toutefois montré que cette subvention était utilisée pour satisfaire les besoins alimentaires essentiels au lieu des besoins en logements. Cela s'explique par le montant de la subvention, qui ne suffisait pas à couvrir la réparation ou la reconstruction des logements, ainsi que par le manque d'aide coordonnée pour répondre aux besoins alimentaires, auxquels les foyers affectés donnent la priorité immédiatement après une catastrophe.

Cela illustre néanmoins le fait que le Gouvernement bangladais est favorable à une approche basée sur les transferts monétaires pour satisfaire les besoins en logement et que, lors de l'intervention suite au passage du cyclone Sidr en 2008, la plupart des organisations ont opté pour des transferts monétaires afin de mettre en œuvre une partie de leur intervention dédiée au logement. Dans la grande majorité des cas, les transferts monétaires ont été combinés à une aide en nature.

- Le PNUD (via son partenaire local RIC) a opté pour une approche d'argent contre travail afin de surélever les soubassements des 22 000 logements qu'il a distribués. Des groupes de dix-huit foyers affectés ont été formés et dix-huit personnes de chaque groupe ont donc été engagées dans un dispositif d'argent contre travail pour construire le soubassement du logement des foyers concernés.
- ACF, Solidarités International et Handicap International ont également utilisé une approche d'argent contre travail lors du processus de construction de logements ; elles ont embauché le responsable de chaque foyer ciblé (ou un membre du foyer capable de travailler) pour intégrer l'équipe de construction de logements. L'objectif de cette activité était d'améliorer l'accès au logement mais aussi de renforcer la sensibilisation des foyers aux techniques de constructions conformes à la réduction des risques de catastrophe.
- Entre 2009 et 2010, Solidarités International a réhabilité 2 345 logements familiaux individuels, en associant une distribution d'aide en nature, une subvention conditionnelle et l'argent contre travail. Pour chaque logement, l'organisation a évalué les dommages et rédigé un devis quantitatif sur mesure comprenant les matériaux et la main-d'œuvre nécessaires à sa réparation. Un accord bilatéral a été signé avec chaque foyer ciblé, en précisant l'aide à recevoir, le processus de distribution et celui de décaissement (y compris les conditions de la subvention), ainsi que les détails de la qualité des matériaux à acheter. Pour chaque logement, des plaques de tôle ondulée ont été achetées par l'organisation à des usines et distribuées telles quelles. Elles n'étaient pas disponibles en qualité et quantité suffisantes sur le marché local. Le montant de la subvention en espèces couvrait à la fois le coût des matériaux de construction tel que défini dans le devis quantitatif et le coût de la main-d'œuvre. La subvention a été remise directement par Solidarités International en deux versements, sachant que le premier concernait les matériaux. Le second versement, consacré à la main-d'œuvre, n'a été décaissé que lorsque l'équipe technique de l'ONG a contrôlé l'achat des matériaux. Cette subvention couvrait également les frais de transport. Comme l'indique l'exemple précédent concernant la construction de logements, l'organisation a aussi adopté une approche d'argent contre travail lors de la réhabilitation de logements et elle a engagé le responsable de chaque foyer ciblé pour l'intégrer à l'équipe de réhabilitation. La rémunération de ce dispositif a été effectuée en même temps que le second versement de la subvention.

Le recours aux transferts monétaires pour satisfaire les besoins WASH

Les praticiens interrogés perçoivent le recours aux transferts monétaires pour satisfaire les besoins WASH comme moins courant, surtout durant la première phase d'une situation d'urgence. Il en existe malgré tout quelques exemples :

- Oxfam a mis en place des projets WASH lors de la phase de relèvement rapide, y compris l'exploitation et la réparation de points d'eau destinés aux communautés. Chaque comité WASH a reçu une subvention conditionnelle en espèces pour lancer son activité et ouvrir un compte bancaire.
- Solidarités International a utilisé la modalité de l'argent contre travail afin d'améliorer l'accès à des latrines, aussi bien à l'échelle des foyers que de la communauté. Les latrines ont été distribuées en nature mais leur construction a été réalisée via un dispositif d'argent contre travail qui ciblait tantôt le comité des latrines (pour les installations à usage communautaire), tantôt un membre des foyers (pour les installations à usage familial).

Le témoignage des bénéficiaires

Suite à des échanges informels avec neuf bénéficiaires d'interventions dédiées aux domaines WASH et du logement, mises en œuvre conjointement par Solidarités International et Handicap International, et qui faisaient appel à des transferts monétaires, il apparaît clairement que l'adhésion à ces derniers et la satisfaction des bénéficiaires sont élevées.

- D'après la communauté locale, l'aide monétaire lui a permis d'acheter des articles nécessaires en temps de crise. Elle a indiqué que le soutien du Gouvernement et des ONG (internationales ou non) « sous forme de distribution » n'a jamais totalement satisfait les besoins des familles pendant la période de crise. Grâce à une modeste aide monétaire, les habitants ont pu acheter des articles ou réaliser un investissement pour couvrir le reste de leurs besoins.
- En parallèle, ceux qui ont reçu une aide monétaire via une intervention dédiée au logement ont affirmé qu'avec l'argent distribué, certaines personnes ont réussi soit à commencer la construction d'une petite extension de leur logement de départ, soit à lancer la restauration d'autres activités liées aux moyens de subsistance. Mais la plupart des habitants ont mentionné que le montant d'argent reçu ne suffisait à couvrir aucune des activités. Comme le signale Abdul Gafur du sous-district de Patharghata, dans le district de Barguna, « l'ONG nous a donné un peu d'argent à l'occasion de l'aide pour le logement, et il nous a été utile. Mais au lieu de nous donner un logement, s'ils pouvaient nous fournir la somme d'argent totale pour ce logement, nous pourrions en construire de plus grands et de meilleure qualité. »



The Cash Learning Partnership

Ces dernières années, les discussions au sujet des transferts monétaires ont cessé de remettre en cause la validité de la distribution d'argent et de coupons en tant que modalité d'intervention, comme c'était le cas initialement. Aujourd'hui, leur valeur ajoutée dans les contextes adéquats est généralement reconnue. Au-delà du secteur des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire, les transferts monétaires sont de plus en plus envisagés en tant qu'outil permettant de couvrir des besoins urgents en matière de logement et dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) via une diversité croissante de modalités et de programmes.

Néanmoins, il reste encore à comprendre : (1) l'éventail d'exemples de programmes ; (2) les obstacles et les facteurs de succès dans la prise en compte des transferts monétaires ; et (3) les opportunités permettant de surmonter ces obstacles et d'institutionnaliser les facteurs de succès au sein de ces secteurs. Les organisations humanitaires et les bailleurs de fonds sont désireux d'en apprendre plus sur l'utilisation actuelle des transferts monétaires (y compris en ce qui concerne les programmes alliant diverses modalités d'aide), sur les approches et les capacités qui y sont liées dans les secteurs WASH et du logement. Par conséquent, le CaLP a commandé cette étude de cadrage sur les transferts monétaires d'urgence dans les secteurs WASH et du logement.

Cette étude vise à faire le bilan des récents progrès réalisés en matière de transferts monétaires dans les secteurs WASH et du logement, afin d'intervenir en situation d'urgence et d'émettre des recommandations pour favoriser des transferts monétaires de qualité à grande échelle dans ces secteurs. La présente étude a pour but de repérer les thématiques des futurs débats, les recherches, les activités de plaidoyer, les études de cas, les initiatives de renforcement des capacités ou autres activités suggérées qui sont liées aux transferts monétaires dans les programmes WASH, de logement et d'aménagement. Les résultats et recommandations de l'étude ciblent les mécanismes de coordination mondiaux, régionaux et nationaux, notamment les clusters, les bailleurs de fonds, les agences onusiennes, les organisations de mise en œuvre et le CaLP.

Ces recherches ont été commandées par le Cash Learning Partnership (CaLP), avec le soutien généreux de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC) et du Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID/OFDA).



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE